



L'éducation populaire, mythe ou réalité?

DOSSIERS
"VIE OUVRIÈRE"

no 84

DOSSIERS "VIE OUVRIÈRE" (autrefois "Prêtres et Laïcs")

AU SERVICE DES MILITANTS CHRÉTIENS DU MONDE OUVRIER

Comité de rédaction

Jacques Lemay, directeur
Hubert Coutu (J.O.C.), Jean Fortier (J.O.C.)
Lorenzo Lortie (M.T.C.), Claude Lefebvre (C.P.M.O.)
Collaborateurs: Auguste Luneau, Jean-Marc Lebeau
Rémi Parent, Martin Roberge
Paul-Emile Charland, secrétaire

Relations extérieures

Mlle Claudette Côté

Abonnement: \$5.00 pour un an, \$9.00 pour deux ans.
Abonnement de soutien: \$10.00 par année.

Adresse: 1201, rue Visitation, Montréal, Canada, H2L 3B5
Téléphone: (514) 524-1188

Courrier de la deuxième classe — Enregistrement n° 0220
Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec
Imprimerie Notre-Dame, Richelieu

EDITORIAL

- Pour une éducation vraiment populaire *Vie ouvrière* 194

DOSSIER

- Grille de lecture: pour aider à lire le dossier
La rédaction 197

- Le travail, source de l'éducation *Jean-Marc Lebeau* 199

- Le rapport "éducation-travail" à revoir
Jacques Grand'Maison 205

- La J.O.C., mouvement d'éducation populaire
Marcel Sirois (interview) 210

- A trop arroser une fleur, on pourrit ses racines
Lise Gadoury 217

- A la recherche d'une éducation populaire
Claude Lefebvre 220

- L'éducation populaire au service des exploités:
le parent pauvre *Monique Ouellette* 227

- L'éducation à la C.S.N. *Gilles Frenette* 231

- Education populaire et action politique *Julio Fernandez* 237

- Jésus-Christ, éducateur du peuple nouveau
Paul-Emile Charland 246

Evénements ouvriers

- United Aircraft: un autre pouvoir étranger 248

Le courrier des lecteurs

Editorial

Pour une éducation vraiment populaire

Une société qui se préoccupe de l'éducation populaire est une société qui donne des signes de maturité sociale. Elle tente de dépasser la division "élite et masse" entretenue jusqu'ici par les tenants du pouvoir.

Si l'éducation populaire est mise de l'avant, aujourd'hui, par les organismes gouvernementaux comme Multi-media, S.E.A.P.A.C. et la Direction générale de l'enseignement aux adultes (D.G.E.A.), elle n'en reste pas moins soumise au danger de continuer dans les ornières traditionnelles d'une éducation décrochée de la vie. L'octroi de subventions gouvernementales, sous une apparence d'ouverture populaire, viendrait-elle cautionner encore ce semblant d'éducation?

Depuis deux ans, l'Institut canadien d'éducation des adultes (I.C.E.A.) se fait le porte-parole du Carrefour des groupes populaires pour revendiquer une place "au soleil des subventions gouvernementales" en faveur d'une conception plus juste de l'éducation populaire. Le Mémoire sur le financement des groupes populaires, présenté au gouvernement l'an dernier, fait état de la situation de parent pauvre accordée à ceux qui veulent prendre en mains leur propre éducation.

Le présent dossier de "Vie ouvrière" voudrait mettre en relief deux axes de réflexion au sujet de l'éducation populaire:

1 — Le travail, "lieu" privilégié de l'éducation

Nous venons de rassembler deux dossiers (82 et 83) sur le Travail. Il ressort de ces témoignages et de ces analyses que le travail reste encore la réalité quotidienne qui marque le plus les hommes. "Il y a

une chose que je veux apporter à ce dossier sur l'éducation populaire, écrit Jean-Marc Lebeau, c'est que le vécu-connu le plus marquant, c'est le travail" (page 199). La vie, les conditions de travail, sont le "manuel" de référence permanente des travailleurs (Gilles Frenette). A vouloir l'oublier, on risque une autre aliénation, une autre évasion du pays réel où le travailleur est appelé à vivre: il devient un étranger, un "aliéné" dans son propre pays (J. Grand'Maison).

Toute éducation digne de ce nom a pour but la libération personnelle et sociale. Et pour mettre les points sur les "i", pour ceux qui ont besoin de définition: la libération, c'est la possibilité de maîtriser la situation où l'on se trouve. Quand c'est l'inverse qui se produit, quand c'est la situation qui nous contrôle, comment parler de liberté? Pour contrôler sa situation de travailleur, il faut que l'éducation parte du travail et qu'elle apprenne à nommer par leur vrai nom les réalités quotidiennes qui la composent.

2 — Redéfinir l'école par rapport au travail

Le second axe de réflexion nous est proposé par Jacques Grand'Maison: revoir ce qui en est du rapport entre l'éducation et le travail. Le problème nous semble être le décalage qui existe entre le système d'éducation et l'organisation du travail, entre les valeurs prônées en éducation et les comportements exigés par l'organisation du travail. A peu de choses près, on se croirait en deux mondes différents: les praxis d'éducation et les praxis de travail sont pratiquement étrangères les unes aux autres.

Il semble que nous n'ayons qu'un seul modèle d'éducation et qu'il nous soit difficile de le modifier, même à l'intérieur des groupes populaires et des syndicats. On revient presque spontanément et instinctivement au modèle de l'élite et de la masse, de celui-qui-sait et de celui-qui-ne-sait-pas. L'organisation du travail n'est pas étrangère à cette conception de l'éducation quand elle maintient les travailleurs dans des rôles de pur exécutants que l'on stimule par la compétition ou la création de besoins secondaires. Le rapport entre éducation et travail est décidément à reviser; sans une ouverture de l'une à l'égard de l'autre, il n'y aura jamais de véritable éducation populaire.

* * *

Les expériences et les aspirations dans ce domaine ne sont pas une génération spontanée: nous avons déjà, au Québec, une histoire à ce sujet, nous avons une certaine tradition d'éducation populaire. Il y a déjà, en effet, quelques années que des mouvements comme la J.O.C. et la L.O.C. (M.T.C.) ont compris que l'éducation des travailleurs se fait dans la vie, à partir de leur travail et de leur action. L'enquête, l'étude du milieu, le carnet de faits, la carte de relations, la révision de vie, l'équipe... tout cela fut, pour un bon nombre de militants actuels, la première école de formation. On lira, à ce sujet, le témoignage de Marcel Sirois.

Où ces mouvements puisaient-ils leur inspiration? Un homme, Joseph Cardijn, nous avait appris à respecter et à aimer le jeune travailleur comme une personne et non comme une marchandise ou une machine. Les regrouper afin que "par eux, entre eux et pour eux" ils apprennent à se respecter et à se faire respecter. De ce respect pour le jeune travailleur, une méthode (praxis) de formation était née: "voir, juger, agir". Le milieu de vie était la première école, et l'équipe le meilleur professeur. Aucune idéologie dans cette inspiration, mais un grand amour, un amour "démessuré" envers les personnes et ce qu'elles vivent. Un jeune travailleur peut nous en apprendre davantage sur la vie que tous les savants du monde.

S'éduquer, c'est apprendre à nommer les choses, à donner un nom aux réalités qui nous entourent. Dès les premières pages de la Bible, l'homme "donna un nom à tous les animaux, mais il ne trouva pas d'aide qui lui fut assortie" (Genèse 2, 20). Quand il l'eut rencontrée, il lui donna aussi un nom: "celle-ci est l'os de mes os et la chair de ma chair". Il y a là plus qu'une image: c'est toute la réalité de l'éducation populaire qui est annoncée. Nommer les choses et les personnes qui nous entourent, pour trouver une aide, une alliée, un semblable. Faire surgir la parole du sein de la vie pour qu'à son tour elle puisse engendrer la vie.

Si nous pouvions relire, dans cette perspective, toute l'histoire biblique nous découvririons le plus bel exemple d'éducation populaire: le cheminement d'un peuple, de l'esclavage à la libération. Et au bout de ce cheminement, à travers les événements les plus quotidiens, la découverte du Christ ressuscité apportant au monde une espérance indéclinable.

VIE OUVRIÈRE

Grille de lecture

Pour aider à lire le dossier

Pour répondre aux désirs de plusieurs lecteurs, nous proposons, au début de ce dossier, une grille de lecture dans le but d'aider à dégager les grandes lignes de force qui sous-tendent les différents articles qui suivent.

Il nous a semblé que les convictions profondes de Paulo Freire, un brésilien de renommée internationale, grand promoteur de l'alphabétisation des masses en Amérique du Sud, pourrait fournir une grille de lecture utile et intéressante.

Qu'est-ce qu'une grille de lecture? C'est un peu comme une carte géographique qui nous permet de nous situer, de savoir où l'on est et où l'on va. Une grille de lecture, c'est aussi un guide qui nous fait visiter une exposition et nous indique les points d'intérêt. On pourrait dire encore qu'une grille de lecture c'est un panier dans lequel on peut ramasser une récolte au fur et à mesure où nous avançons.

Paulo Freire résumait ainsi ses convictions sur l'éducation populaire:

- 1 — Pour être valable, toute action éducative doit tenir compte, à la fois, de ce que l'homme est appelé à devenir (un sujet) et des conditions où il vit: à tel endroit précis, à tel moment, dans tel contexte... Elle nécessite une analyse du milieu de vie concret de l'homme que l'on veut aider à s'éduquer.
- 2 — C'est par une réflexion sur sa situation, sur son environnement concret que l'homme devient sujet. Plus il réfléchira sur la réalité, sur sa situation, plus il en "émergera", pleinement conscient, engagé, prêt à intervenir sur la réalité pour la changer.
- 3 — C'est dans la mesure où l'homme réfléchit sur ce contexte et s'engage, qu'il se construit lui-même et devient sujet. Et c'est par et dans son action que l'homme se construit comme homme.

- 4 — Dans la mesure où l'homme, s'intégrant aux conditions de son contexte de vie, réfléchit sur elles et apporte réponse aux défis qu'elles lui opposent, c'est ainsi qu'il crée sa culture.
- 5 — Par cette réponse même et par ses relations, l'homme fait l'histoire. L'histoire, c'est la suite des réponses que les hommes apportent aux défis qu'ils rencontrent de la part de la nature, des autres hommes et des structures sociales.

Dans cette perspective, que penser par exemple d'une affirmation comme celle-ci: "Pour ceux qui veulent soutenir et favoriser l'action et l'avancée éducative des travailleurs, l'oreille est plus importante que la langue. Les faits sont plus importants que les documents. L'action vécue est plus importante que les démonstrations théoriques. L'événement revu vaut autant que l'analyse sociologique" (page 203)?

On peut lire ainsi chacun des articles en s'appliquant à dégager la conception de l'éducation populaire qui cherche à s'exprimer. Ainsi se précisera, petit à petit, une praxis (*façon de procéder*) éducative qui permettra aux travailleurs de devenir des sujets (*des personnes capables d'agir*).

L'expérience racontée en page 211 vient illustrer, dans les faits, la théorie de Paulo Freire: "Le fait d'avoir parlé de mon travail au cours de cette série de rencontres, ça me faisait bien gros réfléchir, me poser des questions..." "Pas longtemps après ça, le patron avait fait pleurer une fille; il lui avait donné un ordre très sévère et lui avait fait des reproches sur sa façon de travailler. Ça, ça m'avait frappé; j'ai commencé à voir que j'étais travailleur et à voir qu'ensemble on pouvait faire des liens pour s'organiser un peu plus".

Si cette grille vous a été utile, nous aimerions bien le savoir. Et si elle vous a inspiré quelque réflexion ou quelque expérience, nous serions heureux de les partager avec vous.

LE COMITÉ DE RÉDACTION

Le travail source de l'éducation

Jean-Marc LEBEAU,
M.T.C. national

*Il y a une chose que je veux apporter
à ce dossier sur l'éducation populaire: le
vécu-connu le plus marquant c'est le tra-
vail.*

1 — Le vécu-connu le plus marquant: le travail

Le président de la C.E.Q. répète souvent que les enseignants sont des travailleurs comme les autres. Comme slogan c'est pas si mal. Mais la réalité du travail s'oppose à ce slogan. A l'occasion d'un changement pédagogique, l'enseignant se familiarisera avec de nouveaux volumes, suivra des stages pédagogiques, etc. Quant au préposé à l'entretien de l'école, il sera chargé de brûler les vieux volumes. C'est pas facile de brûler des volumes. Il se dit: "quel gaspillage". Il sera obligé de tourner et de retourner les livres pour qu'ils finissent par brûler. *Comme réalité de travail c'est loin d'être la même chose.*

Que dans une perspective politique les enseignants et les travailleurs puissent avoir des intérêts communs... O.K. Mais pour une reprise éducative et culturelle, ce n'est pas la même chose.

Le slogan facile du président de la C.E.Q. nie toute l'importance du travail quotidien. Ce travail marque son homme dans les différents aspects de sa vie. Il le marque dans sa façon de voir la réalité, dans sa sécurité intellectuelle, dans son action, dans sa façon d'assumer des connaissances et de se forger une culture et une science qui ne décroche pas du réel.

2 — On a assez de nos troubles...!

"Je ne me comprends pas moi-même, comment veux-tu que je comprenne leurs idées". — "J'comprends pas trop son affaire, de toute manière ça changera pas grand'chose demain". — "C'est pas eux-autres qui se lèvent à 4.30 hres le matin". — "Ça sert pas à grand'chose de parler... ils comprendront pas". — "J'ai assez d'être sur les nerfs toute la journée sans recommencer le soir. J'veux rien savoir de leurs histoires". — "C'est quand je reviens à la maison que je commence à savoir ce que j'aurais dû dire à la réunion". — "Ce que je voulais dire... ça les intéressait pas". — "J'ai essayé de lire, mais qu'est-ce que tu veux... rendu à la cinquième ligne j'ai déjà oublié la première". — "*C'est comme à l'usine, si tu manques ton coup, tu te fais ramasser*". — "J'avais pas fini d'expliquer mon affaire que déjà j'étais hors d'ordre, déjà j'étais pointé". — "Ma femme me racontait la réunion. Mais j'avais seulement le bruit de la machinerie dans la tête. J'essayais de lire le journal mais c'est de la vapeur que je voyais". — "Dites-nous ce qu'il y a à faire sans détour". — "A quoi tu veux arriver avec ton grand plan". — "J'ai pas tout saisi ce que tu as expliqué. Au juste, en deux mots qu'est-ce que tu veux dire".

Ces réactions souvent entendues, surtout après des réunions, traduisent assez bien la réaction des travailleurs marqués par l'exercice concret du travail. Ces remarques, dans la mesure où on y est attentif, nous ramènent au travail quotidien et à ses répercussions dans tous les aspects de la vie. "*On a assez de nos troubles*". Quels troubles?

3 — Une réalité toujours réelle

Les conditions concrètes de travail ne sont pas des souvenirs du passé. La routine, le travail à la chaîne, le travail de nuit, les horaires prolongés, le bruit, les quantités à produire, la chaleur, le mal dans le dos, le boss dans le dos, l'ennui, l'isolement, la chaleur, le froid; sont des réalités d'aujourd'hui. *Plus profondément, c'est tout le sens du travail qui est détourné de son objectif*. Au lieu de la créativité, c'est la production. Au lieu de l'initiative c'est l'exécution des ordres. Au lieu de la fierté on en arrive à une profonde mutilation entre le travailleur et son œuvre. Il faudrait ajouter l'insécurité d'emploi, la crainte devant les techniques nouvelles, l'irresponsabilité imposée.

Cet ensemble de conditions montre le vrai sens de la dépendance et de l'insécurité. C'est de cette réalité que l'éducation doit partir. C'est sur ce premier vécu-connu que le travailleur a d'abord quelque chose à dire. *"On a assez de nos troubles"*. Quels troubles? C'est l'oubli de tous ces troubles qui fait passer les efforts éducatifs à côté de la vie des travailleurs.

4 — Pas une accumulation de connaissances

L'accumulation et l'accélération de l'information ne produisent pas l'éducation. Quand ces "troubles" ne sont pas racontés, partagés, expliqués, écoutés... les efforts éducatifs risquent de faire *des "drop out" de l'éducation populaire* ou de créer des ghettos idéologiques qui n'assument plus la réalité du vécu-connu. Oublier de se ramasser dans ce qui fait notre chair quotidienne, nous amène à un dérapage et à une incohérence dans des objectifs communautaires, sociaux et politiques. *"Je ne veux plus rien savoir"*.

5 — Reconnu et respecté pour ce qu'il est

Le travailleur ne passe pas des journées à retourner ses idées, à lire des textes politiques, à préparer des réunions, à imaginer des stratégies, etc.

Il travaille surtout avec son corps, ses mains, ses pieds. Souvent il dépend d'une machine, d'un quota à produire, d'une cloche, d'un cadran, etc. *C'est sur cette réalité et c'est à partir de cette réalité qu'il peut s'exprimer avec le plus de sécurité.* C'est à partir de cette réalité qu'il doit d'abord être reconnu et respecté. C'est dans cette réalité qu'il découvre ce qu'il est, ce qu'il fait. C'est là qu'il donne le meilleur de lui-même. C'est là qu'il mesure ses possibilités, ses aspirations, ses rêves, sa conscience d'être solidaire, son imagination, sa fierté. C'est aussi dans ce vécu-connu qu'il touche ses frustrations profondes, sa dépendance, son insécurité, etc.

6 — C'est à partir du travail qu'il s'exprime

Lorsqu'il est réellement écouté, c'est à partir du travail qu'il s'exprimera. En racontant son travail, il raconte la gang avec qui il vit, sa fatigue, le syndicat, la paye, l'impôt, le quartier, la politique, les efforts qu'il réalise avec d'autres pour changer la réalité, l'organisation du travail, la domination de l'entreprise, etc. *C'est en ramassant son*

vécu-travail qu'il peut apprendre quelque chose à d'autres. C'est les deux pieds sur le dur de son travail qu'il commence à s'exprimer sur des questions économiques, etc.

Réfléchir sur une réalité économique sans référer à son travail et à ses répercussions c'est, bien des fois, *risquer une nouvelle dépendance* face à un économiste, une personne ressource, un animateur. Aborder différents aspects de la vie sans tenir compte de cette culture-travail c'est plonger dans la théorie, la spéculation, les idées. Il ne faut pas passer d'une domination par le travail à une domination idéologique. L'éducation doit permettre de récupérer sa vie, resaisir une cohérence, réassumer sa vie en l'ouvrant à des dimensions plus larges, à des dimensions économiques, communautaires, politiques, etc.

Les perspectives politiques, sociales, d'insécurité économique, de solidarité, d'exploitation, etc., sont incluses dans le "vécu-connu du travail".

Par un partage de cette réalité, viennent au jour les vrais éléments de la solidarité, de l'action, de la réflexion qui sont éducation. Pas une éducation qu'on invente mais une éducation qu'on retrouve, qu'on valorise, qu'on pousse plus loin.

7 — Par les travailleurs eux-mêmes

Tout effort éducatif par l'action-réflexion doit être principalement l'affaire des travailleurs eux-mêmes. Tout effort éducatif qui n'assume pas la réalité du travail et ses conséquences risque de décrocher de la vie, de fanatiser ou de décourager sinon de fabriquer des activistes ou des politisés patentés.

En solidarité avec les autres travailleurs, il est l'artisan de la fabrication de sa propre science pratique et théorique. Le rythme du travail découpe et mêle souvent "les idées", "les raisonnements", les "réflexions", etc. Le "*entre-eux, par eux, pour eux*", forge une compréhension mutuelle. L'opinion s'exprime souvent par les mains, le geste, le regard, le murmure, etc. La parole, quand elle est écoutée, avec ses symboles, prend toute une signification qui révèle des aspirations longtemps refoulées, une intelligence pratique, une imagination créatrice, une conscience des réalités, une fierté de sa petite histoire ouvrière, etc. Pour ceux qui veulent soutenir et favoriser l'action et l'avancée éducative des travailleurs, l'oreille est plus importante que la langue. Les faits

sont plus importants que les documents. L'action vécue est plus importante que les démonstrations théoriques. L'événement revu vaut autant que l'analyse sociologique. L'enquête-participation vaut autant que l'analyse scientifique et objective de 920 pages.

8 — Les éducateurs à plein-temps

Depuis une dizaine d'années, les "animateurs sociaux", les "responsables d'éducation populaire", les "intervenants", etc., se sont multipliés. Plusieurs questions se posent. Prenons-en une. S'agit-il d'intégrer les travailleurs aux concepts, aux objectifs, aux modèles d'action des "éducateurs"? Ou s'agit-il que les "éducateurs" entrent dans la culture et l'éducation que les travailleurs se donnent?

Pendant que des "animateurs" passent une journée à préparer une réunion, à évaluer, à stratéfier, etc., durant ce temps les travailleurs sont enfermés dans le bruit de l'usine, ils sont esclaves de la chaîne de montage, ils sont dans le fond de la mine, ils sont branchés sur des structures d'acier, ils sont à respirer les acides, etc. "Les animateurs" ont drôlement l'occasion de prendre une maudite avance "intellectuelle" sur ceux qui sortiront de la "shop" fatigués et combattront le sommeil durant une assemblée.

"L'éducateur" vient-il éduquer ou vient-il participer à une éducation déjà vivante?

9 — Les mots changent

Depuis dix ans les mots ont changé: formation, éducation, participation, conscientisation, politisation, analyse scientifique, conditions objectives de changement, etc. Ce n'est pas parce que l'on change les mots que les conditions de fond de l'éducation populaire changent. Cependant cela indique une volonté de transformation plus radicale de la société.

Lorsque l'on parle d'éducation populaire, de conscientisation, de politisation, etc., *il faut espérer que l'on ne sous-entend pas que les travailleurs ne sont pas éduqués, pas conscients, etc.* Il est clair que des "éducateurs populaires" à plein temps ont des visées sur l'éducation, une conscience plus articulée sur la réalité, etc. Ce que l'on découvre dans un travail à plein temps, dans des stages, dans des confrontations quotidiennes, par des lectures, etc., peut rendre des éducateurs im-

patients ou anxieux face aux travailleurs bousculés et souvent écrasés par les exigences de la production. Cette réflexion est importante mais elle doit s'insérer dans les préoccupations des travailleurs, soutenir ces préoccupations, etc., et non l'inverse.

Conclusion

J'espère que ces quelques notes pourront être utiles. Utiles afin que l'homme-travailleur soit l'artisan et le centre des préoccupations et des efforts d'éducation populaire. Ceci ne va pas à contre-courant d'une volonté de bâtir une société neuve. Ces notes veulent *que cette société soit le fruit de la créativité des mains ouvrières*. Si l'homme n'est pas au centre de ces efforts, nous enlevons des clients à une domination économique pour les transférer à une domination idéologique. Le refus d'une société et la construction d'une nouvelle ne doit pas, en ce qui concerne l'homme travailleur, le mesurer en terme de rentabilité et d'efficacité: ce serait plonger dans le système d'éducation militaire. Enfin j'espère que ces quelques notes donneront le goût à certaines personnes d'approfondir la question de l'éducation populaire.

Que peuvent donc les travailleurs, et plus particulièrement le mouvement ouvrier, pour contribuer à surmonter cette crise? Il leur appartient d'abord de préserver l'héritage de valeurs culturelles latentes qui leur vient tout à la fois de leur expérience professionnelle, de leur mode de vie, de la place qu'ils occupent dans la société et des efforts déployés par leurs prédécesseurs pour s'émanciper.

Evoquons d'un mot les plus précieuses de ces valeurs: révolte devant l'injustice, courage dans l'adversité, sens de l'effort collectif et de l'entraide fraternelle, passion de s'instruire et d'instruire, dévouement à une cause qui dépasse la satisfaction des besoins matériels, solidarité internationale des peuples, attachement à la paix, refus de parvenir, esprit de pauvreté maintenu à travers les luttes les plus résolues pour assurer à chacun un niveau de vie décent.

Ajoutons-y les valeurs que secrètent, sinon toujours le travail lui-même, du moins les relations qui en naissent et qui sont assez diversifiées et substantielles pour qu'aucun humanisme ne puisse désormais en faire fi.

Les travailleurs et le sens de leur histoire (p. 345)

Marcel David

Le rapport éducation-travail

à revoir ...

Jacques GRAND'MAISON

Il y a quelques années, le Québec a fait un premier choix dans sa politique de développement, à savoir la réforme de l'éducation. Aujourd'hui on se rend compte qu'on ne pouvait isoler une telle priorité. Il fallait instaurer d'autres politiques essentielles en même temps. Par exemple, on ne saurait changer les pratiques d'éducation sans transformer les pratiques de travail, de main-d'œuvre et d'emploi. Or il n'y a pas eu ici une concertation suffisante de ces deux champs quotidiens d'expérience. Les deux réseaux demeurent parallèles, sans compter les incohérences qui compromettent la qualité de l'un et de l'autre.

La démocratisation scolaire a élevé le niveau général d'instruction. Des aspirations nouvelles sont nées. La pédagogie scolaire a développé l'initiative, la liberté critique, la créativité collective. Voici que se produit maintenant une sorte de choc culturel profond, dans la mesure où les formes de travail se définissent encore en termes de dépendance, d'automatisme, d'adaptation mécanique. Des "s'éduquants" deviennent des exécutants dès qu'ils entrent sur le marché du travail. D'où ce rejet du système actuel de travail chez un nombre grandissant de jeunes et de moins jeunes. Combien se sentent frustrés parce que leur style de vie est en contradiction avec la conscience et les aspirations acquises par une plus longue expérience en éducation?

Ce dernier problème va prendre des proportions grandissantes avec la baisse démographique au Québec et la forte diminution de la main-d'œuvre dans la prochaine décennie. Attendrons-nous ce moment pour

élucider ces rapports critiques entre éducation et travail? Sur ces deux terrains, nous maintenons des conceptions et des pratiques de courte vue et de peu de pertinence.

Le dossier noir de l'enseignement professionnel chez nous est en quelque sorte un test de vérité de ce divorce entre éducation et travail. Les deux univers parallèles devraient s'imbriquer au moins dans cette aire. Ce n'est pas le cas actuellement. Réserver l'initiation au travail pour les moins doués, c'est révéler une philosophie étrange de l'activité qui pourtant définit la plupart des citoyens.

Les vieux rituels académiques: diplômes, statuts, etc., consacrent encore l'anachronisme et la marginalité de l'éducation par rapport à l'évolution socio-économique et culturelle de la société. La révolution culturelle comme telle vient même contester les critères actuels de travail, et creuser le fossé entre celui-ci et l'éducation.

Une spécialisation trop étroite, une formation générale trop abstraite, des campus trop artificiels, une descolarisation de la culture, des styles de vie très différents des styles de travail, des objectifs économiques décrochés des aspirations nouvelles..., voilà autant d'incohérences dont les coûts humains sont énormes. Aussi longtemps par exemple que l'éducation de masse a été ajustée à la production et à la consommation de masse, on passait d'un univers à l'autre dans un même continuum homogène. Voici que les individus réclament plus d'autonomie, que les groupes privilégient leurs liens communautaires sur les structures, les statuts ou les rituels obligés.

Au même moment, la société bureaucratique se programme d'une façon encore plus mécanique. Il se produit une sorte de *split* culturel à la source de bien des problèmes identifiés plus haut. D'une part, des systèmes rigoureusement programmés et d'autre part, une vie sociale chaotique, fragmentée, atomisée. Ni McLuhan ni Marcuse ne nous donnent des praxis sociales pour assumer ces grands écarts de civilisation. Encore moins les technocrates. Certains utopistes disent qu'il faut ré-inventer l'éducation et le travail, en dehors de toute référence à la vie actuelle. C'est se laisser bien peu de chances au départ. N'y a-t-il pas des démarches moins nihilistes et plus à notre portée? N'y a-t-il pas certains objectifs plus modestes déjà esquissés dans les expériences précitées? N'a-t-on pas perdu la trace de certaines expériences fondamentales dans les sociétés qui nous ont précédés?

En dehors du pays réel

Par exemple, les enfants et les jeunes autrefois étaient vite mis en contact avec les adultes *au travail*. Aujourd'hui on les enferme longtemps dans des structures artificielles, hors des grands circuits collectifs. Ils se créent alors des sous-cultures plus ou moins fermées et imperméables, comme sous-sol des campus intégrés. *Ils vivent ainsi une double marginalité par rapport au pays réel*. Des problèmes comme la drogue, les drop out, etc., sont des symptômes-limites de cette aliénation fondamentale. Il manque de véritables milieux de vie en dessous des structures.

Retenons ici l'absence des milieux quotidiens dans les politiques de soutien, de formation, d'apprentissage, de recyclage. Cela est plus évident chez les jeunes. Combien sortent de l'école et de l'université sans connaître pratiquement la société réelle? Ils ignorent l'abc de l'économie. Ils ne savent pas faire un rapport d'impôt, réparer un "trouble" mineur de leur auto, entretenir leur appartement. Ils ne connaissent rien de la plupart des institutions. Ils ignorent leur ville, leur région. Ils ne sauraient juger les politiques de leurs gouvernements. Ils ont une bien vague idée de l'Etat et de ses services. Ils se logeront bientôt dans une des filières du monde techno-bureaucratique du travail sans même connaître l'ensemble de l'institution qui les accueillera. Autant d'indices d'un manque presque total de prise sur le pays réel. Or il s'agit de la moitié de la population.

Comment transformer les milieux de travail, dans un avenir pas trop lointain, sans brancher les citoyens surtout les générations montantes, sur les circuits de la société existante? N'est-ce pas une erreur de parquer pendant 15 ou 20 ans des jeunes dans des structures parallèles? Encore si leurs éducateurs étaient en contact étroit avec les autres institutions de la société! Encore si le travail lui-même débouchait sur d'authentiques comportements sociaux. Mais non, ni le style d'éducation, ni le style de travail actuels, sont conçus pour une véritable insertion dans le milieu. Il faut sortir de ces deux circuits, et se socialiser ailleurs par des initiatives parallèles qui sont le lot d'une petite minorité de citoyens. Les formes actuelles d'éducation et de travail n'ont pas développé des dynamiques de socialisation minimale. D'où l'échec des politisations artificielles. Nos idéologies de remplacement manquent de naturel, de pertinence culturelle, d'impact quotidien, parce que les expériences fondamentales de l'homme ne sont pas dynamisées de l'intérieur par leurs aspirations concrètes et vitales.

Travail et projets de vie

J'ai déjà présenté deux scénarios à différents groupes de jeunes. L'un centré sur le "plus être", l'autre sur le plus "avoir".

1. A quarante ans, vous faites un travail intéressant. Vous vous sentez bien dans votre peau. Vous pouvez choisir un autre travail à cause de votre polyvalence, de votre esprit d'initiative. Vous sentez qu'on a besoin de vous. Vous avez de solides racines affectives, des relations épanouissantes. Vous vivez votre vie, mais vous n'êtes pas riche. Il vous manque pas mal de choses que les autres ont autour de vous.
2. A quarante ans, vous avez une magnifique maison, de gros revenus, un chalet, un yacht, un avion. Vous pouvez vous payer à peu près tout ce que vous désirez: voyages, vêtements luxueux, etc. Vous changez d'auto à volonté. Bien des gens envient votre situation.

Plus de 80% des jeunes ont choisi le premier scénario. Or, toute la société, et particulièrement le travail, sont conçus, organisés et finalisés en fonction du second scénario. On conditionne les besoins à contre-courant des aspirations les plus profondes. Nous touchons ici le palier le plus profond des obstacles qui empêchent de véritables changements humains des structures de travail. Celles-ci n'offrent pas de projets de vie signifiants et engageants. Parfois certains drames expriment bien cette tragédie contemporaine. Au M.I.T., des chercheurs ont fait une grève inhabituelle. "Nous avons investi 25 ans d'études pour produire des armes, des gadgets, des objets inutiles de consommation. Cela ne peut plus durer. Notre travail n'a aucune signification. Il faut trouver ailleurs des raisons de vivre. Et pourtant, nous avons conçu notre carrière comme un de nos plus importants projets de vie".

Chez combien de citoyens actuels le travail ne véhicule pas de projets de vie. Il sert d'appoint extérieur, souvent purement financier. Il a perdu toute force d'actualisation de soi, de dynamique sociale, culturelle ou politique. Il n'a pas tellement de liens avec les raisons de vivre ou les objectifs d'existence. Il ne fonde plus de vraies communautés humaines. Avant d'écarter les tentatives de solutions neuves en ce domaine, il faudrait bien évaluer les conséquences de l'état de chose actuel. Le champ d'expériences que nous allons évoquer ici en témoigne.

Travail et société

Les comptabilités nationales nous tiennent au courant des taux d'intérêt, de taxes, de chômage, d'inflation. Les politiques nationales raffinent leur stratégie économique sans toutefois bien maîtriser les instruments anciens ou nouveaux. Alors on se prête à d'insignifiantes mesures quantitatives, tel le nombre de nouveaux emplois.

Mais qu'en est-il vraiment des travailleurs eux-mêmes, de la qualité de leur emploi? Qu'est-ce qu'il faut produire pour intéresser les citoyens à leur travail, à leur milieu, à leur société? Offre-t-on des objectifs valables à la jeunesse? N'y a-t-il pas des secteurs de travail à développer pour des fins collectives plus humaines? N'y a-t-il aucune activité à offrir à ceux qui ne peuvent assumer un travail continu et exigeant dans les grandes institutions économiques? A-t-on une pédagogie et des soutiens réalistes pour rendre aptes au travail des gens que des politiques sociales primaires ont transformés en dépendants chroniques? Ces questions ne semblent pas rentables pour les droites et les gauches, pour les élites anciennes et les nouvelles, pour les pouvoirs en place. Pourtant elles nous renvoient aux réalités les plus profondes et les plus vitales de l'expérience humaine individuelle et collective.

Jusqu'à preuve du contraire, nous maintenons que le degré d'humanité d'une société est d'abord révélé par la plus ou moins grande qualité de l'exercice quotidien du travail. Les grands enjeux collectifs comme les comportements individuels s'y révèlent. De même la philosophie de base des hommes et d'une société. Les projets PIL (programme-initiative-locale) et les épiceries du genre, les "jobines" créées par le Ministère de l'expansion régionale, risquent de masquer les défis des contenus humains à redonner au travail de la majorité. Celle-ci doit pouvoir vivre vraiment de son travail.

Toutes les autres politiques sont des appoints. Sinon, on déplace faussement le centre de gravité de la vie collective. La société d'abondance débouche alors sur la société de dépendance. Le sécurisme l'emporte sur le risque. Le revenu garanti et les autres politiques sociales sont des mesures nécessaires, mais elles ne sauraient remplacer des *politiques et une philosophie du travail où les hommes aptes et sains trouvent leur première dignité et leur première responsabilité dans l'activité principale qui les identifie dans la société.* ●

La J.O.C.

Mouvement d'Éducation Populaire

Marcel Sirois est un jeune travailleur. Il est à la J.O.C. depuis sept ans. Actuellement, il milite à Québec, dans une "action-Chômage". A travers son expérience, il raconte comment l'action en J.O.C., est un moyen d'éducation populaire.

Je suis venu à la J.O.C. par le biais des activités. J'étais sur la Côte Nord; il y avait un local où s'organisaient différentes activités, des olympiades, surtout des activités de loisirs. Je participais à ces activités; je n'étais pas le gars pour prendre des responsabilités. J'étais assez sociable, je n'avais pas de difficulté à m'adapter à des groupes. Je ne savais pas, dans le temps, qu'il y avait des responsables qui avaient un œil sur moi, qui me surveillaient sans que je m'en rende compte, qui m'observaient, qui essayaient de me détecter pour voir quelles responsabilités ils auraient pu me donner. Je fuyais pas mal les responsabilités.

Quelles sont les premières responsabilités que tu as prises?

Ça été d'organiser des soirées, à l'occasion de la Semaine des Jeunes Travailleurs. Il s'agissait d'organiser des soirées de discussion sur le loisir, le travail; mais le travail dans le sens de le raconter, de raconter nos conditions de travail et non pas d'agir pour remonter jusqu'aux causes. Et la première action que j'ai faite c'est d'organiser un cours, et c'est là que j'ai commencé à m'ouvrir les yeux. Les cours de "personnalité". C'était une série de rencontres; je me souviens que j'ai parlé devant un groupe. J'ai raconté mon expérience dans mon milieu de travail. Je travaillais pour la Compagnie de la Baie d'Hudson, j'ai essayé de faire une histoire de cette compagnie à partir des indiens.

Je vivais dans une pension avec une dizaine de gars. Le phénomène de me retrouver avec d'autres et de commencer à raconter mon

milieu de travail ont fait que j'ai commencé à faire des liens. Avant j'étais toujours tout seul quand je vivais en chambre. Le fait d'être avec un groupe, c'est cela qui me tenait, au départ. Le fait d'avoir parlé de mon travail au cours de cette série de rencontres, ça me faisait bien gros réfléchir, me poser des questions: Comment ça se fait qu'il y a un patron; comment ça se fait que toi, tu as moins de pouvoir que ce patron-là. Pas longtemps après ça, le patron avait fait pleurer une fille; il lui avait donné un ordre très sévère et lui avait fait des reproches sur sa façon de travailler, et elle en avait pleuré. Ça, ça m'avait frappé; j'ai commencé à voir que j'étais travailleur et à voir qu'ensemble on pouvait faire des liens pour s'organiser un peu plus.

Qu'est-ce que tu as découvert en faisant l'expérience du groupe?

Avant, je n'étais pas conscient du monde dans lequel je vivais. J'étais un être comme tous les autres, je ne voyais pas, par exemple, qu'il y avait deux classes: les patrons qui étaient davantage dans la classe de ceux qui dominent, et la classe des travailleurs.

Après avoir vécu le cours de personnalité, après que les responsables du mouvement aient "perdu du temps" avec moi, à l'hôtel, par exemple, à me faire réfléchir sur ce qui se passait à l'hôtel, l'exploitation qui se passait là, le gros "kit" commercial; j'avais à ce moment-là 17-18 ans, je dirais dans mes mots que c'est comme une nouvelle vie qui est commencée pour moi. J'ai vraiment commencé à découvrir que j'étais une personne, un individu capable de prendre des responsabilités, capable d'inventer des affaires, d'inventer des actions; je dirais pas d'inventer des luttes parce qu'à cette époque-là on n'était pas dans des luttes, mais d'être capable de ramasser du monde et de vivre des affaires le fun durant les fins de semaines, par exemple des excursions en forêt, etc.

Prise de conscience de toi-même, d'être travailleur, ça signifiait quoi?

Ça voulait dire que nous autres, nous vivions dans un monde de petits, mais je n'avais pas le goût de m'en aller dans un autre monde, parce que la gang de gars avec qui je vivais, et qui travaillaient dans des petits métiers, par exemple laveur de plancher dans un hôtel, on vivait des valeurs ensemble.

J'avais connu un ami qui venait d'un milieu assez bourgeois, son père était médecin, ils avaient bien des problèmes et je ne voulais pas m'identifier à ce monde-là. Tandis que nous on faisait partie d'un monde qui n'a pas de pouvoir, un monde qui est dominé, qui vit les contraintes de tous les jours: le Bien-Etre, le chômage, c'est nous autres qui vit ça, les trous à boucher dans les usines. Finalement, au bout du compte, on n'a pas de pouvoir, c'est nous autres qui sommes les plus détruits; les parasites, ça sort le plus souvent de notre monde. C'est vraiment pas normal.

J'ai laissé ce milieu-là de travail pour aller dans d'autres milieux. Tous les autres milieux que j'ai faits après, m'ont aidé à découvrir qu'il y a des classes. Je me souviens des débardeurs sur les bateaux, il y avait la classe des journaliers qui déchargeaient le bateau, il y avait les gars du syndicat qui étaient à un niveau, et les contremaîtres qui étaient à un autre niveau. Et on était quasiment des esclaves dans la cale du bateau. Tu savais à quelle heure tu entrais dans la cale, mais tu ne savais pas à quelle heure tu en sortirais, c'est le foreman en haut qui décidait. Tout ça me faisait réfléchir. Et quand on sortait de la cale ou de la shop, ils comptaient sur nous pour aller acheter dans les magasins, pour aller consommer des loisirs commercialisés, à l'hôtel où on avait les portes toutes grandes ouvertes, les finances pour acheter une automobile à crédit...

Qui étaient ceux qui sont allés te chercher et qui t'ont fait participer?

C'était des gars et des filles bien ordinaires, un gars qui travaillait dans un garage, quelques filles qui étaient secrétaires, des pauvres petits gars qui travaillaient dans les compagnies de finance. Où c'est devenu pas mal intéressant, c'est quand un gars de la ville, qui était pas mal engagé dans des actions — c'était à l'époque de Carrefour '69 — nous avait invité à une action un peu plus sérieuse, dans le sens d'un peu plus axée sur les milieux de travail, sur des problèmes quotidiens qu'on vit, plutôt que de s'organiser des activités extérieures aux problèmes qu'on vit. C'est un gars qui est venu s'asseoir avec moi et qui m'a parlé de tout ça. Je me suis toujours demandé — ce n'est pas un reproche que je fais — pourquoi on ne s'était pas interrogé sur des problèmes comme ça avant. Pourquoi on s'est laissé organiser des activités de loisirs — c'est très bien et il faut peut-être en organiser encore aujourd'hui — pourquoi avant ça on n'essayait pas de trouver des solutions

aux problèmes quotidiens qu'on vivait. La plupart des gars travaillaient dans des milieux où ils étaient tous pognés par la finance. Il y avait une aide-familiale qui était exploitée pas mal et on ne voyait pas cette situation-là dans le temps. C'était des leaders naturels, qui, eux, étaient dans des actions plus quotidiennes, axées sur le chômage, par exemple, les aides-familiales, etc.: ce sont eux qui m'ont fait réfléchir beaucoup.

A travers ces années, quelles sont les actions qui pour toi ont été les plus importantes?

Quand j'ai laissé la Côte Nord pour devenir permanent du mouvement comme trésorier, j'avais beaucoup de misère à me situer, moi qui venais d'un petit village de colons. On parlait continuellement de classes sociales, d'exploitation... L'action la plus importante ça été d'entreprendre une action dans mon village, sur un problème que le monde vivait, une sorte de centre communautaire qui était contrôlé par ceux qui dominaient la place. Avec un de mes chums j'ai commencé à regrouper du monde autour de ce problème-là qui, dans notre tête, allait toucher plus loin que ça. Le gérant de la Caisse Populaire contrôlait le Bien-Etre Social, il avait un magasin général et vendait de la marchandise au monde en sachant qu'il était certain de se faire payer par le Bien-Etre à la fin du mois. Le président de la Caisse faisait des prêts, aux colons... Ils étaient 5 ou 6 qui contrôlaient toute la paroisse. On a mobilisé à peu près tout le monde de la paroisse et, pour conclure, par le biais du centre communautaire on a réussi à faire élire un autre maire et à changer le comité de direction qui était composé de la bourgeoisie de la place. Ça été une action bien importante...

En quoi cette action était-elle marquante pour toi?

C'était de voir comment tu peux t'embarquer avec du monde. On peut faire une auto-critique de cette action-là après coup: elle a réussi à 5% peut-être parce que je ne pouvais pas être là tout le temps, étant donné que je devais être à Montréal souvent. Quand tu t'allies avec du monde et que tu réponds à une situation qu'ils vivent quotidiennement, quand tu réfléchis cette situation avec eux, que tu en prends conscience et que tu vois avec eux des solutions pour changer cette situation, le monde embarque. On ne se connaissait pas tous, mais ce fut étonnant de voir comment, en touchant un problème qu'ils vivaient, ils mettaient leur confiance en nous pour mener cette action au bout. Ce qui me

satisfaisait le plus, sur le coup, c'était de voir comment on faisait ressortir des valeurs et des goûts qu'ils n'avaient jamais exprimés. Ils avaient la chance de réfléchir comme souvent ceux qui dominent réfléchissent et s'organisent.

En as-tu vu qui ont été changés à partir de cette action?

L'exemple que j'ai gardé en mémoire c'est le gars avec qui j'ai commencé l'action. Il a vraiment découvert les deux mondes, ceux qui dominent et ceux qui sont dominés. Mais en même temps il était vraiment convaincu que c'était une action à long terme qu'il fallait mener. J'ai vu qu'il avait découvert des valeurs et qu'il voulait les mettre en pratique avec d'autres. C'était mon objectif: le reste, par exemple 150 personnes réunies, le changement du comité de direction, c'était pour moi moins important. J'espérais qu'il y ait au moins une ou deux personnes qui prennent conscience de ces situations, qui découvrent leurs valeurs et qui essaient de vivre ces valeurs avec d'autres. Le gars avec qui j'ai travaillé a vraiment eu un déclic, il a découvert qu'il fallait vivre ces valeurs avec d'autres. Il y a des petites racines qui sont restées chez certains qui ont décidé de former du monde à se libérer, à arrêter de vivre sous le Bien-Etre et à chercher des solutions possibles.

Après 6 ou 7 ans d'engagement, qu'est-ce que tu vois d'important pour le monde ouvrier aujourd'hui?

C'est d'abord que les travailleurs se regroupent ensemble pour agir. On ne peut pas se permettre, dans le contexte capitaliste actuel, avec les problèmes qu'il pose, de faire des activités pour des activités. Par exemple, l'I.T.T. sur la Côte Nord: le système nous démontre que ce n'est pas grave, mais si on fait une analyse on s'aperçoit que c'est grave pour le monde de la Côte Nord, pour le Québec et pour la culture. Ce que je trouve important aujourd'hui, c'est de privilégier des actions sur des problèmes précis. Quand on regarde les gars et les filles qui travaillent dans les usines, qui subissent chaque jour des situations terriblement écœurantes, il faut s'exiger de mener des luttes dans les milieux, dans les usines où les travailleurs sont regroupés. Les compagnies multinationales, ce sont elles qui ont le pouvoir. Au Québec, ce sont elles qui nous mènent. On sait ce que l'I.T.T. a fait au Chili et ailleurs; on peut supposer ce qu'elle va faire sur la Côte Nord.

Il faut que ça arrête, et une des conditions pour que ça arrête c'est que les travailleurs s'organisent pour sortir du contexte actuel. On ne peut pas vivre les trois quarts dans le contexte actuel et le quart dans des valeurs nouvelles. Il faut se donner les moyens pour vivre ensemble les valeurs auxquelles on croit, en dehors du système capitaliste. Non pas qu'il s'agisse de vivre des valeurs communistes ou marxistes, mais des valeurs québécoises, qui sont propres à notre culture. On a des luttes à faire dans les usines: si un syndicat de boutique protège le patron et pas les travailleurs, c'est bien clair qu'il faut se donner un instrument capable de faire changer la situation dans l'usine et celle qu'ils vivent en dehors de l'usine, les loisirs commercialisés qui sont dans le "bag" du système, la publicité et les besoins de consommation qu'on nous crée. Si on arrêta de suivre la publicité, d'arrêter d'acheter des besoins superflus ça ferait mal au système capitaliste: ce n'est pas une action qui demande des efforts extraordinaires mais qui serait efficace.

En quoi pourrais-tu dire que le monde ouvrier a encore besoin de militants chrétiens?

Si je fais l'analyse des actions qui tiennent le coup dans le Québec aujourd'hui, et qui sont bien critiquées par d'autres militants que les militants chrétiens, c'est bien clair que c'est eux qui tiennent le coup sur les autres qui s'attachent plus aux structures et aux systèmes. Le fondamental de l'action des militants chrétiens, c'est qu'ils croient plus à la formation des personnes pour en arriver à vivre des valeurs nouvelles pour en arriver à une libération. La nouvelle forme de militants chrétiens, pour moi c'est d'être authentiques, de vivre pleinement et d'être capable de se compromettre dans des faits. Le jeune travailleur, l'ensemble des travailleurs, vont suivre du monde comme ça qui sont vrais; les intellectuels de gauche, des révolutionnaires "au boutte", il en pleut. Le militant chrétien doit être capable d'aller mener des luttes en usine, être capable de faire sa part, en lien avec d'autres.

Comment la J.O.C. est-elle un mouvement d'EDUCATION POPULAIRE?

La J.O.C. comme telle, ça ne voudrait rien dire, on n'emploierait plus le mot actuellement, s'il n'y avait pas des luttes et des actions qui se mènent dans le Québec présentement. Le mouvement est présent au cœur de la lutte, au cœur du monde des jeunes travailleurs et de l'ensemble des travailleurs. Même si on n'emploie plus le mot J.O.C., les trois lettres, on se rend compte qu'il y a beaucoup de monde qui

cherchent les objectifs, le fondamental et la mystique du mouvement. Par le fait qu'il est très attentif à ce que les gars et les filles, les travailleurs vivent, je trouve qu'il joue un rôle d'éducation bien important à partir de leur vie. Pour moi il a été une "maudite" école, le mouvement.

J'avais laissé l'école à ma 9^e année, dans l'espoir d'y retourner après quelques années. Mais après avoir découvert le mouvement, après avoir fait des stages qui ne sont pas reconnus par les autorités officielles de l'école, j'ai renoncé à y retourner. J'avais laissé l'école pour des raisons comme celle-là: on montrait à faire une analyse sans jamais avoir compris vraiment ce que c'était que de faire une recherche, d'analyser quelque chose. Un professeur essayait de nous entrer des mots dans la tête sans chercher à voir à quoi cela correspondait. Le mouvement, lui, est vraiment une école de vie, il t'amène, à partir de ce que tu vis, à te donner une formation en respectant ce que tu es comme individu, tes capacités, tes limites. Un évêque me disait que le bout de chemin qu'il avait fait à la J.O.C. ça avait valu 2 ans de son université. Je pense aussi que les militants qui ont passé par le mouvement et qui passent encore par le mouvement, même si on n'a pas de diplôme au bout, on apprend à vivre, à se respecter les uns les autres, à vivre quelque chose ensemble, à faire des projets, à mener des actions. Je pense que tous les chrétiens cherchent ces valeurs-là et ils ne les trouvent pas, ceux qui vivent dans le contexte actuel et qui n'ont pas eu la chance de découvrir le mouvement.

Le mouvement m'a amené à penser autrement que mon père, que ma mère, que ma famille, ce qui m'a mis en conflit avec l'esprit que mon père avait. Il est bien l'fun, mon père, et je ne lui en veux pas, mais lui c'était d'aller à l'école longtemps et de sortir avec un diplôme, d'avoir un char, une maison, de se marier et d'avoir la grosse sécurité. Tandis que le mouvement t'amenait à t'attacher plus ou moins à ces choses-là, mais à t'accumuler du capital humain, après cela le reste est secondaire et viendra en son temps. Ce conflit ne dura pas longtemps parce que tu sais respecter les personnes.

C'est vraiment une école qui est importante dans le contexte actuel. Quand on dit qu'il faut vivre des valeurs nouvelles, essayer de les trouver et être capable de les articuler pour que des militants, des gars et des filles, soient capables de s'identifier à ces valeurs et qu'ensemble on commence à les vivre, c'est ça que fait la J.O.C. C'est ce que je vis, aujourd'hui, dans une action avec des chômeurs, et pour moi c'est ce qu'il y a de plus important.

A trop arroser une fleur, on pourrit ses racines

Lise GADOURY,
ACEF de Montréal

Pourquoi tant d'organismes ou d'initiatives populaires ont-elles une vie si courte...?

Pourquoi les ouvriers, à la base, ne poursuivent-ils pas plus longtemps leurs engagements...?

Ayant, semble-t-il, dépassé une époque où, l'engagement auprès du monde ouvrier et défavorisé se limitait à une dimension "sociale" (on parlait "d'engagement social") un mouvement de plongeon vers une action à caractère social, économique, politique et culturel s'est amorcé depuis quelques années. On a compris que ces divers aspects de la vie de l'ouvrier étaient reliés ensemble et qu'on ne pouvait viser un réel changement sans une action comportant bien souvent tous ces aspects. L'interrogation politique de certains militants aura sûrement influencé en ce sens.

Ces changements ne se sont pas faits sans remous, et on les ressent encore. La difficulté du dialogue sur les moyens et objectifs à employer, que rencontrent les militants ou organismes voulant promouvoir l'éducation des ouvriers, en est une preuve. Dans ce climat de recherche et de remise en question, on a assisté à la création d'une foule d'organismes ou d'initiatives populaires qui ont une vie plus ou moins longue. Une faible proportion demeure et survit.

Plusieurs causes commencent à être identifiées au fait que ces organismes poussent et meurent comme des champignons. Le climat politique, le climat de recherches et de remise en question mentionné plus haut, l'animation sociale, l'intervention gouvernementale comme les P.I.L., Perspective-Jeunesse, Multi-Média, sont sûrement quelques-unes de ces causes.

Ce qui me préoccupe encore plus, ce sont les conséquences, surtout chez les gens impliqués dans ces expériences. On mentionne souvent et on croit que c'est à travers ces mêmes expériences que le militant se forme. Cela est vrai en partie. Ça le serait encore plus si ces militants n'étaient pas laissés complètement à eux-mêmes en ce qui a trait à la compréhension, à l'évolution et à l'identification de leur engagement nouveau.

Parmi cette prolifération d'actions, on sent les militants *seuls* dans leur remise en question. Du moins, les militants de base, ceux qui ont été sensibilisés mais manquent de moyens, ceux qui se sentent mal équipés, pour prendre des responsabilités et être des "leaders" éducateurs. Résultat: beaucoup décrochent et on assiste à un "turn over" incroyable. C'est comme si on mettait des graines à pousser, qu'on se "foutait" des conditions dans lesquelles elles se développent et qu'on exigeait qu'elles donnent plein rendement. Cette réflexion s'applique surtout aux militants ouvriers entraînés dans l'action par des professionnels de l'animation.

Pourquoi les ouvriers sont-ils si absents du pouvoir, des centres d'orientation et de décision? Pourtant, il y en a des ouvriers à la base qui sont prêts à s'engager; mais pas à n'importe quel prix. Comme ils sont des gens pratiques plutôt que des théoriciens, ils s'engagent face à des problèmes concrets dans un sentiment de solidarité qui devient libérateur. Si on les situe dans une lutte qu'ils comprennent, mais où ils ne sont que des pions qui justifient des objectifs qu'ils n'ont pas définis eux-mêmes, ils débrayent.

Manque de structures d'accompagnement

Comment avons-nous su mettre des structures d'accompagnement qui cheminent avec les militants? Comment avons-nous créé les conditions à une réflexion propre à eux... une réflexion qui permet de se raconter, de parler, de s'apprendre, de découvrir le sens de ce qu'ils vivent, de vivre la solidarité de leur action, de prendre en main la lutte que d'autres mènent pour leur libération, d'apprendre à réagir de façon nouvelle sans être bloqué, d'analyser "dans leurs mots", de briser leur sentiment de dépendance, de se valoriser enfin comme classe de travailleurs?

Le militant de base quel qu'il soit, passe souvent d'un monde qui soutient et cautionne l'opresseur, l'injustice, à un autre monde qui

rejette l'opresseur, bannit l'exploiteur... et ceci accompagné d'un jargon radical qui ne lui est pas familier. Les leaders actuels semblent l'oublier facilement. On n'a qu'à assister à certaines rencontres dites de groupes populaires pour se rendre compte du décalage de langage entre le militant de la base et les leaders permanents. Cette situation montre le non-respect des travailleurs dans leur propre lutte.

Pour pallier à cette faiblesse d'expression des ouvriers, on tente souvent d'y répondre en les embarquant dans des cours d'information où le contenu et le contenant ne leur appartient pas. Cette tentative de transmission de connaissances reproduit le climat de dépendance que le système maintient. Avons-nous tant à leur apprendre? Sommes-nous présents à leur expression spontanée concernant leur situation d'opprimés qui est une dynamique fondamentale dans leur engagement?

Lorsqu'on parle d'éducation populaire, il ne faut pas oublier ceux qui sont les premiers concernés c'est-à-dire les ouvriers actuellement dans nos structures. Ceux dont on dit souvent qu'ils n'ont pas de "pensée politique" de leur action. N'oublie-t-on pas trop facilement notre propre démarche? Connaît-on ceux avec qui on travaille? A trop arroser une fleur, on fait pourrir ses racines.

Il n'est pas exagéré, selon nous, d'affirmer que le principal résultat de l'éducation populaire comme de la formation de nombreux leaders populaires, a peut-être été jusqu'à ce jour d'assurer la pénétration de l'individualisme, du goût de la promotion individuelle, en milieux populaires. Pour bien des gens en effet, les cadres de l'éducation permanente et populaire, ou de la formation politique, n'ont-ils pas été le lieu où on a pu presque inconditionnellement leur vendre et leur inculquer les normes, les valeurs, les aspirations et les façons de vivre des classes moyennes?

Guy Lafleur

A la recherche d'une éducation populaire

Claude LEFEBVRE

Le Comité Social (Centre-Sud)

Pendant un an et demi, le Comité Social a constitué mon principal milieu de travail et de réflexion. Au moment où je laissais la place à un autre animateur — il y a de cela un an — j'ai rédigé quelques notes descriptives et critiques pour discussion éventuelle. Qu'en était-il alors, dans ce groupe populaire, de l'éducation par l'action? La réalité s'avère rarement aussi "pure" que l'idée ou l'intention!

- Le Comité Social constitue un groupe populaire "polyvalent"; il s'est établi une autonomie progressive de diverses équipes (services, actions, activités) appliquées à des centres d'intérêt spécifiques¹.
- La carte de membre, le fait que certains services soient réservés aux membres, les assemblées générales... donnent consistance au groupe dans son ensemble, donnent lieu à un membership, permettent un sentiment d'appartenance. Ce sentiment est plus fort que dans un comité axé sur une action précise et exclusive. Ici le "regroupement" l'emporte sur "l'Action".
- Ce caractère doit être équilibré par une ouverture réelle sur la population du milieu — sur les non-membres — le quartier dans son ensemble. Les assemblées publiques contribuent à cela. Quels autres moyens avons-nous? Si nous perdons cette

¹ Le Comité a vu son membership augmenter de façon régulière. Il regroupe actuellement plus de 200 individus ou couples.

perspective, nous transposons simplement, en milieu populaire, le modèle des Chevaliers de Colomb.

- Le type d'activités déployées favorise l'implication des membres. Le plus souvent, il s'agit d'activités "gratifiantes" dans lesquelles il est relativement aisé de s'impliquer. Elles peuvent procurer un certain épanouissement des personnes, favoriser un certain type de libération.
- Ce type d'activités — par contre — n'affecte pas directement les conditionnements sociaux négatifs auxquels les gens, comme groupe social, sont soumis. Cela ne touche pas au socio-politique. Si ce type d'activités devient majoritaire, il risque de constituer un lieu d'évasion par rapport aux problèmes majeurs de la population, une compensation: on est totalement absent de la grande société, mais au moins on a le Comité Social, et là on est chez-nous.

La question de l'Éducation populaire

A partir de juin 1973, et dans les mois qui suivirent, un groupe de travail s'appliquait à clarifier toute la question "éducation populaire" au sein du Comité Social. Il y avait divers aspects: organisation, orientation, financement.

Depuis plus d'un an le Comité avait eu recours au Service d'Éducation des Adultes (C.E.C.M.) pour y trouver des professeurs d'artisanat, de couture, de menuiserie, de cuisine, etc. Cela s'était fait de façon assez anarchique. Certains voyaient là une manne qu'on avait profit à ramasser à pleines mains "pendant que ça passe". D'autres, réjouis de l'activité croissante que cela favorisait et du monde que cela mettait dans le circuit, s'inquiétaient quand même de l'ampleur que prenait le secteur des cours dans le Comité. Ils se questionnaient au sujet de l'impact d'un tel développement sur les orientations du Comité et sur son identité elle-même. On ressentait le besoin d'une meilleure intégration de certaines personnes-ressource, d'une coordination des diverses activités éducatives, et le besoin de situer tout cela dans la visée principale du Comité. Il y avait, de plus, un problème de financement de l'équipement, non seulement pour ces activités, mais aussi pour d'autres qui n'apparaissaient pas sur la liste des "cours en éducation

populaire" mais dont le caractère éducatif n'était pas moins réel, par exemple, le Journal.

Où et comment se réalise l'éducation populaire au sein du Comité? Est-ce qu'on peut distinguer des activités éducatives de d'autres qui ne le seraient pas? Quelles sont les démarches les plus éducatives? C'est quoi, l'éducation populaire? Ce qui est le plus aisément finançable par la C.E.C.M. pourrait bien s'avérer le moins rentable en terme d'éducation populaire... si l'on situe celle-ci dans une perspective de promotion collective.

Mais il y a S.E.A.P.A.C.! (Services éducatifs d'aide personnelle et d'animation communautaire) qui relève de la D.G.E.A. (Direction générale de l'éducation des adultes) et dont l'administration est confiée aux commissions scolaires. SEAPAC offrait, à ce qu'on disait, un large éventail de possibilités. La réflexion du groupe de travail sur la question "éducation populaire" s'est accomplie dans la présomption que l'on résoudrait le problème du financement grâce à SEAPAC. Cela a donné lieu à plusieurs rencontres et communications avec des gens de la C.E.C.M. et du Ministère de l'Éducation, sur une période d'au moins six mois. Or la question du financement n'a pas encore été résolue, à ce jour!

La solution SEAPAC, telle que présentée, fut de fait rejetée par les responsables du Comité Social. Ce que la C.E.C.M. offrait au Comité, c'était que celui-ci se convertisse en "centre auto-géré d'éducation populaire", ou du moins qu'il fournisse la base d'édification d'un tel centre pour le quartier Centre-Sud.

La question fut présentée et débattue à peu près dans les termes suivants:

Dans notre quartier, comme en d'autres endroits, il y a un mouvement populaire qui fait que les citoyens se rassemblent dans différents "groupes populaires". Il y a aussi des organismes qui donnent des services à la population (services sociaux ou scolaires, soins médicaux) avec l'argent des taxes qui vient des citoyens. Ce sont deux choses bien différentes:

— Dans les lieux de services à la population, on y va pour recevoir une aide quelconque.

— Dans les groupes populaires, on y va pour faire quelque chose: pour arriver ensemble à se "mettre sur la carte" pour devenir

quelqu'un ensemble. La population du quartier est composée presque entièrement de travailleurs, pour la plupart petits salariés, chômeurs ou assistés sociaux. Pourtant les intérêts et les points de vue des travailleurs n'apparaissent pas vraiment sur la carte. Parfois, on dirait que ça n'existe pas. Le mouvement populaire est jeune et pas encore assez fort. La rénovation urbaine, par exemple, s'organise dans notre propre quartier sans que la population ouvrière ait son mot à dire. Et c'est pareil dans nos Caisses populaires, dans nos écoles et dans la politique en général.

Au point de départ et jusqu'à aujourd'hui, le Comité a voulu être un groupe populaire bien plus qu'un centre de services à la population. Quand il a mis sur pied des services, c'était principalement pour ses membres. Il n'a jamais aimé que des gens profitent des services sans rentrer dans le mouvement, sans prendre une part active.

En acceptant l'argent de SEAPAC et les conditions de la C.E.C.M., il semble bien que le Comité Social changerait de face; il deviendrait un lieu de services éducatifs pour les citoyens plutôt qu'un regroupement de citoyens en action, une expression du mouvement populaire.

On choisit donc de façon unanime, je crois, de sauvegarder les orientations de fond du Comité; de ne pas changer de face; de rester "rois et maîtres chez nous". Le Comité Social avait besoin bien sûr de ressources financières et éducatives, mais il n'allait pas renoncer à ce qu'il était pour obtenir les moyens de devenir ... ce qu'il ne voulait pas être. Impliqué, pour ma part, dans cette démarche, j'ai pu constater cependant que l'identité du Comité n'était pas "ce qu'il y a de plus clair", que les "cours en éducation populaire" ne jouaient pas dans le sens d'une clarification, et enfin, que l'argent a toujours un poids. A mon point de vue, ce qui a donné un contenu à la discussion et permis un choix, c'est l'expérience de trois actions menées au sein du Comité: l'Action-Rénovation, l'Action-Sondec, l'Action-Caisse populaire.

L'information qui incite à l'action

En février 1972, le Comité en était à son cinquième mois et comptait plus d'une soixantaine de membres. Les membres se virent offrir

pour la première fois de profiter d'un certain nombre de cours qui seraient donnés au local même. Les professeurs seraient fournis par le Service d'Éducation des Adultes (C.E.C.M.). Parmi les cours offerts il y en a un qui portait sur les banques et les caisses populaires. Je ne sais pas comment il se fait que des membres du Comité se soient inscrits pour ce cours; je n'étais pas présent à l'assemblée générale où il en fut question. Ce choix s'explique peut-être par le fait que depuis quelques mois il existait au sein du Comité, un service de petits prêts (maximum \$25.00) pour dépanner les membres mal pris. Toujours est-il qu'une dizaine de personnes entreprirent d'étudier le fonctionnement des banques et caisses. Il fut convenu avec le professeur qu'à la quatrième rencontre j'interviendrais pour présenter au groupe le rapport annuel de la Caisse populaire de l'endroit, et qu'ensemble nous allions critiquer ce rapport en regard des caractéristiques économiques du quartier.

L'étude des états financiers (1971) nous révélait que les trois quarts de l'argent prêté aux sociétaires l'était sous forme de prêts hypothécaires. Et cela, alors que la population du quartier compte 93% de locataires. Nous savions, par ailleurs, qu'un grand nombre de citoyens sont "pognés" avec les compagnies de finance et n'attendent rien de la Caisse populaire. Dans ce rapport on pouvait lire aussi le texte d'un règlement voté l'année précédente, à l'effet que pour devenir sociétaire il fallait souscrire un minimum de cinq parts sociales (\$25.00). Et ainsi de suite...

À la fin de la rencontre, on me demande si j'allais revenir au cours ou si je n'étais venu qu'un soir, en passant. J'ai répondu que je reviendrais volontiers si le groupe était intéressé à mener une action pour changer la situation. Apprendre un tas de choses sur les caisses, pour en avoir plus dans la tête... ça ne me disait pas grand'chose. Mais je serais intéressé à ce qu'on apprenne ensemble comment on peut arriver à changer des choses dans le fonctionnement de notre caisse.

Et c'est comme ça que l'on glissa, d'un cours sur les banques et les caisses à l'Action-Caisse pop. J'avais tiré sur le traîneau, j'avais charrié... comme on accuse si souvent les animateurs de le faire. C'est vrai. Et on se mit à l'œuvre au cours des rencontres suivantes, pour continuer la critique, fabriquer un dossier, étudier le déroulement d'une assemblée annuelle, préparer et se répartir des interventions... À la suite de l'assemblée générale de la Caisse en question, nous avons

revisé notre participation et préparé une rencontre avec le conseil d'administration. Après quoi on a fait une pause sans rien planifier pour l'avenir.

En avril 1973, l'année suivante, l'animateur n'a pas eu à courir après les gens pour les inciter à intervenir de nouveau. Ceux qui avaient déjà une fois contesté les politiques de la Caisse essayaient de le rejoindre dès qu'ils apprirent la date de l'assemblée, pour lui dire: "Il faut se réunir au plus vite, l'assemblée a lieu dans dix jours; on aura l'air fou si on n'est pas préparé!"

Au moins une autre équipe du Comité a vécu une démarche semblable: de l'information à l'engagement. Un permanent de l'A.C.E.F. qui rencontrait régulièrement les membres du service "endettement-dépannage" entreprit avec eux l'étude de la loi sur la protection du consommateur. A mesure qu'un point de loi était abordé, les membres de l'équipe prenaient le temps de vérifier si dans leur expérience personnelle ou dans celle de leurs voisins, les choses s'étaient toujours passées de façon conforme à la loi. Constatant les pratiques illégales de certaines compagnies, on décida de transmettre l'information acquise à d'autres groupes, sous forme de sketches suivis de discussions. Une fois de plus, on était passé de l'information à l'action.

L'action qui exige information et apprentissage

La diffusion de l'information que je viens de mentionner permet de découvrir que plusieurs citoyens du quartier s'étaient fait "avoir" dans l'achat à crédit d'une encyclopédie mise sur le marché par Sondec. Les vendeurs à domicile se disaient plus ou moins clairement en lien avec la commission scolaire; parfois ils connaissaient déjà le nom et l'âge des enfants, et ils proposaient l'achat de l'encyclopédie comme un facteur important de réussite scolaire.

La détection de cette forme d'exploitation donna lieu à l'Action-Sondec. Les citoyens qui s'étaient pris au piège furent invités à se réunir, et ils se fit un certain nombre de rencontres pour mettre au point comment on allait s'en sortir. Dans l'élaboration de l'action, le groupe eut besoin d'informations juridiques précises et eut recours pour cela à un avocat. Tous ceux qui se sont impliqués dans l'action ont pu régler ensemble leur problème personnel. Et l'action s'est élargie.

Le groupe s'est exprimé à la radio et à la T.V.; il a également logé une plainte contre la compagnie auprès d'un tribunal pour la protection du consommateur.

De même à l'Action-Rénovation: le déploiement de l'action exige fréquemment information plus poussée et apprentissage. C'est la condition souvent lamentable du logement dans le quartier, l'absence d'espaces verts au bas de la côte (rue Sherbrooke) et l'insuffisance de l'équipement communautaire, qui ont donné naissance à l'Action-Rénovation. C'est aussi le fait que la Ville s'est engagée dans un projet de rénovation urbaine dans le secteur même où est logé le Comité Social: la Terrasse Ontario.

C'est un jeune architecte qui a guidé certains membres du groupe dans la fabrication d'une maquette reproduisant l'ensemble de la Terrasse Ontario et facilitant l'étude systématique de l'aménagement actuel et futur du secteur. A un moment donné, des gens ont dû se faire aider dans l'étude du code du logement pour que le groupe soit en mesure de déceler les cas de non-conformité au code, pour ensuite les dénoncer. Pour exiger de façon efficace la démolition de douzaines de taudis abandonnés qui affligent le quartier de leur présence, il fallait apprendre auprès d'un avocat les procédures à suivre. Pour connaître les politiques de rénovation urbaine et d'une façon plus particulière le plan directeur de Terrasse Ontario, il fallait aller chercher l'information auprès des représentants (députés et échevins) et des organismes publics concernés. Il est aussi très pertinent pour les citoyens qui mènent cette action, de recevoir une information satisfaisante sur la structure et le fonctionnement du pouvoir municipal.

Tout cet ensemble constitue un excellent cours en éducation populaire! Aussi bien ça que d'apprendre le macramé! Il se trouve malheureusement que si l'avenir du macramé est assuré, quant à son financement dans le cadre actuel de l'éducation populaire, l'avenir de l'Action-Rénovation ne l'est pas. Une telle démarche serait sans doute théoriquement acceptable à l'intérieur d'un "Centre auto-géré d'éducation populaire". Mais serait-elle en pratique réalisable?

L'Éducation populaire au service des exploités:

le parent pauvre

Monique OUELLETTE,
*Agent de développement,
Institut Canadien d'Éducation
des Adultes.*

L'éducation populaire dans les organismes volontaires doit cesser d'être le parent pauvre, d'être celle que l'on finance au compte-gouttes, pendant que les millions coulent à flot pour la formation au service de l'industrie.

Parler des tendances nouvelles en éducation populaire au Québec me donne l'impression de faire un drôle de jeu d'équilibre entre "l'ancien" et le "nouveau". Les "anciennes" tendances sont relativement nouvelles elles aussi et les activités qui en relèvent se poursuivent encore, côte à côte avec des activités plus conformes aux "nouvelles". De fait, il s'agit moins de classer les activités elles-mêmes dans l'une ou l'autre catégorie, mais bien de savoir à quel objectif elles se rattachent, quels buts elles poursuivent.

Il serait simpliste, par ailleurs, de rejeter l'ancien comme mauvais et de prétendre que seules, les nouvelles tendances possèdent la lumière. Il faut être conscient que les unes et les autres dépendent d'un processus historique étroitement lié à l'évolution historique du Québec lui-même. Aussi ne s'agit-il pas de juger ces tendances mais bien de comprendre à la fois ce qu'elles sont et ce qu'elles servent.

Besoin des gens et promotion collective

Il existe sans aucun doute plusieurs critères selon lesquels on peut diviser les tendances en éducation populaire en "nouvelles" et en "anciennes"¹. La division que je fais déplaira sans doute aux théoriciens; elle est peu scientifique, mais aide, je crois, à la compréhension de l'évolution que semble vouloir suivre l'éducation populaire présentement. D'une part, une certaine éducation populaire se préoccupe essentiellement des besoins des gens, alors qu'une autre vise aussi la promotion collective à travers une éducation qui débouche sur l'action.

1. L'ÉDUCATION POPULAIRE ET LES BESOINS DES GENS.

Toute une série de groupes populaires se sont formés depuis quelques années au Québec dans le but d'aider les gens à "s'en sortir". Il ne s'agit pas d'aider des individus dans une ascension sociale quelconque comme c'est le cas dans les écoles; il s'agit plutôt de se mettre ensemble pour régler les problèmes que l'on considérait comme personnels, jusqu'au jour où l'on s'est aperçu qu'ils se répétaient dans toutes les familles des alentours.

Un grand nombre d'organismes s'occupent spécifiquement de problèmes de logement, de santé, de bien-être, etc. D'autres traitent d'un éventail plus large de questions; ainsi en est-il des centres d'éducation populaire qui dispensent des cours de couture ou de cuisine, qui ont des activités dites culturelles, tels les ciné-clubs. Dans la même veine, la partie de la formation syndicale qui traite des aspects techniques de la vie syndicale, (cours sur les griefs, sur la convention collective, sur l'arbitrage, etc.) vise elle aussi à régler des problèmes, à répondre à des besoins qui peuvent être soit individuels, soit collectifs.

Le but poursuivi à travers ces activités est d'aider les exploités dans l'immédiat et, souvent aussi, à moyen terme. Cette aide est nécessaire; elle est de fait, vitale pour un grand nombre de personnes et il est de première importance de la poursuivre.

2. PROMOTION ET ACTION COLLECTIVE.

Tout en répondant aux besoins des exploités, il est cependant possible d'aller plus loin que le service. Plusieurs permanents et mili-

¹ La rétrospective historique des pratiques d'éducation populaire que compte faire l'ICEA éclairera beaucoup plus que je ne pourrais prétendre le faire ici.

tants des groupes populaires se rendent compte, après un certain temps, du danger d'en rester là: on résout des problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent, mais ils continuent sans cesse de se présenter, ils se renouvellent sans cesse et on est pris tous les jours dans leur tourbillon. Si madame Une Telle prend des cours de cuisine, elle s'en tire à meilleur compte et sa famille mangera des plats mieux apprêtés — mais ce ne sera encore que des plats de "baloney" ou de boeuf haché. On n'aura rien changé au marché des aliments.

Si l'on définit la promotion collective comme la prise en charge de leur milieu par les gens pour changer leurs conditions de vie, les comptoirs alimentaires représentent une forme de promotion collective qui va plus loin que les cours de cuisine, fort utiles, mais qui mènent peu à une action collective concrète. Il en va de même des activités éducatives de certains syndicats qui amènent les travailleurs non pas à connaître parfaitement les rouages légaux des négociations, mais aussi et surtout à prendre en main et mener leurs luttes tous ensemble et sur leur propre terrain, plutôt que sur celui des patrons.

Education populaire et financement

Le système scolaire est basé sur la promotion individuelle des enfants; il les "prépare pour l'avenir", en leur faisant peu confiance pour le présent — les enfants ont peu à dire en ce qui touche à leur éducation, ils n'ont qu'à l'accepter telle qu'on la leur impose. L'éducation populaire qui se fait dans les organismes volontaires est toute axée sur les besoins présents aussi bien que futurs des gens. Elle est déterminée localement, et ceux-là à qui elle s'adresse participent au choix des sujets aussi bien qu'au déroulement, des activités. Elle est contrôlée par les participants plutôt que par le Ministère de l'Éducation.

Ceci ne va pas sans difficulté pour les organismes d'éducation populaire qui, pour une grande partie d'entre eux, doivent compter sur des fonds gouvernementaux pour les aider dans leurs activités. Un système d'éducation aussi centralisé qu'au Québec laisse peu de place à des activités d'éducation qu'il ne contrôle pas, qui sortent des cadres institutionnels bien délimités et facilement identifiables.

Le montant alloué cette année à l'éducation populaire dans les organismes volontaires s'élève à \$500,000.00. Déjà en octobre 1971, l'ICEA réclamait qu'on y alloue \$1,000,000.00 pour parer au plus urgent.

Le montant de cette année est donc très loin des besoins réels des organismes qui rejoignent des travailleurs que le système n'a pas réussi et ne réussira jamais à atteindre. Si l'on compare ce chiffre aux \$22,000,000.00 alloués à la formation en industrie — pour aider l'industrie à former les employés dont elle a besoin — il y a de quoi trouver que la balance est légère du côté des travailleurs...

L'incertitude permanente qui est le lot des organismes, du fait de l'absence d'un financement statutaire comme il existe en Suède ou en Grande-Bretagne, réduit considérablement leur efficacité. Un financement partiel (par activité), incertain, et qui se fait souvent attendre plusieurs mois, rend la vie difficile aux organismes qui voient souvent se démanteler leur équipe et doivent réduire leurs activités, faute d'argent. Si, et quand le financement arrive, le travail est à recommencer.

Jusqu'ici, la plupart des organismes d'éducation populaire ont tenu leurs distances vis-à-vis des sources de financement et ont insisté pour garder eux-mêmes le contrôle à la fois sur leurs activités et sur leur organisme en général. Cette indépendance est vitale s'ils veulent continuer à n'être gouvernés que par leurs membres et les autres travailleurs qui participent à leurs activités d'éducation.

Toute forme de financement qui permettrait au donateur d'avoir un mot à dire sur l'organisme ou sur le contenu de ses activités mène, à brève échéance, à une domination de la part du donateur; et l'organisme qui l'accepte devient ni plus ni moins qu'un service de ce dernier, commission scolaire ou autre.

Les organismes doivent être conscients des dangers et des contraintes que représente la dépendance, même partielle, de fonds extérieurs. De leur côté, les pourvoyeurs de fonds et le gouvernement en particulier doivent reconnaître et respecter cette autonomie d'une éducation qui réussit, mieux que tout système, à rejoindre le travailleur dans les besoins de son vécu quotidien. L'éducation populaire dans les organismes volontaires doit cesser d'être le parent pauvre, d'être celle que l'on finance au compte-gouttes pendant que les millions coulent à flot pour la formation au service de l'industrie. C'est de la majorité populaire qu'il s'agit et de son droit à l'éducation de son choix.

L'éducation à la C.S.N.

Gilles FRENETTE
Education — CSN

Après avoir énuméré les différentes actions réalisées par le Service d'Éducation de la C.S.N., le Comité de Coordination a préparé une évaluation de l'éducation à l'intérieur de la Centrale syndicale en vue du Congrès de juin 1974. N.d.l.r.

ÉVALUATION

Dans cette partie, nous tenterons de faire une évaluation sommaire des activités du Service d'éducation depuis le dernier congrès. Les quelques points que nous soulèverons sont davantage des questions posées plutôt que des affirmations. Elles reposent sur deux ans d'expérience à travers les échecs et les succès relatifs. Un service aussi important que le Service d'éducation dans un mouvement syndical mérite qu'on évalue sérieusement son impact par rapport à tout le mouvement. C'est pourquoi, l'évaluation que nous ferons dépassera nécessairement l'aspect formation, autrement dit le département de l'éducation, pour plonger dans tout le mouvement.

En premier lieu, il convient de mentionner la disproportion de la tâche vis-à-vis les ressources humaines et financières du Service d'éducation de la CSN: 3 permanents, 1 secrétaire à temps complet, 2 secrétaires à mi-temps et un budget de fonctionnement de \$30,000. pour deux ans. Il ne s'agit pas de se plaindre sur notre sort mais de constater une situation de fait assez déplorable dans un mouvement syndical. On consacre malheureusement trop peu d'argent provenant des travailleurs à leur propre prise de conscience ou formation.

Quantité — Qualité — Contenu

Depuis deux ans, à travers les conseils centraux, les fédérations et la CSN, un peu plus de 5,000 militants ont été atteints par des activités d'éducation. Des journées d'étude, des fins de semaines, des soirées et même des semaines entières ont été consacrées à la formation de ces militants. Nous avons atteint un militant par 40 membres environ. Nous sommes à demi satisfaits car nous devrions facilement atteindre 10,000 militants pendant deux ans si nous avons les ressources disponibles dans les régions.

Il est presque impossible de mesurer, d'une façon sûre, les résultats de la formation si ce n'est que dans l'action, et encore... qu'on peut découvrir certains fruits. En examinant le contenu des programmes des conseils centraux et des fédérations à quelques exceptions près, on réalise que nous en sommes à une étape "primaire" de la formation. Le contenu des programmes de formation de 1950 et de 1974 sont à peu près identiques. On peut affirmer, d'une part, que la formation dans le mouvement est un éternel recommencement et, d'autre part, que la conception qui préside aux différents programmes est une conception de *syndicalisme d'affaires*. De plus, on dépasse difficilement les schèmes imposés par le système d'éducation scolaire traditionnelle, par conséquent, on charrie en même temps les objectifs de ce système: individualisme, assimilation, intégration, dépendance, etc... Il y a un professeur qui possède la science (ou l'information) et des élèves qui écoutent, comme il y a des patrons qui possèdent des usines et des travailleurs qui dépendent d'eux. Tant que nous ne briserons pas ce type de relation professeur-étudiants, éducateurs-éduqués, *il n'y aura pas de véritable formation à la CSN*. C'est pourquoi nous affirmons que *l'approche* éducative est aussi importante que le contenu de la formation.

Ceux qui prétendent que la formation idéologique ou politique se fait à coup de beaux discours et de beaux exposés faits par les meilleurs professeurs d'université, recopient exactement le schéma de dépendance du système d'éducation scolaire. Agir ainsi c'est violer la conscience des travailleurs, c'est faire fi de leurs possibilités réelles d'auto-formation. *Les travailleurs doivent être leurs propres éducateurs*, leur vie et leurs conditions de travail sont leur "manuel" de référence permanent. Il n'y a pas d'autonomie, ni de libération possible sans cette conviction profonde que les travailleurs eux-mêmes sont leurs propres agents de

changement. Pour créer une nouvelle société, il ne faut surtout pas s'inspirer des modèles de fonctionnement paternaliste de la société qu'on veut changer.

L'éducation véritable, c'est politique

Les travailleurs ne sont pas des êtres à tiroirs, c'est-à-dire qu'on ne peut pas dissocier la formation dite "technique" de l'autre dite "militante". L'une ne va pas sans l'autre. Il ne s'agit pas de former des militants pour les structures du mouvement, mais des gens qui seront suffisamment motivés, convaincus et techniquement équipés *pour agir avec d'autres* dans leur milieu de travail et dans *toute* la société. Pour qu'ils se motivent collectivement à agir, il faut partir de leur vie de producteur, de consommateur, de citoyen, bref de toute leur vie et découvrir avec eux toutes les dimensions et les liens qui les attachent aux autres. C'est ça la formation politique.

La formation politique est *possible* chaque fois qu'on parle des griefs, de la convention collective, de la consommation, ou de tout problème qui touche l'ensemble de la vie d'un groupe de travailleurs. *Partir de la vie concrète, réelle du travailleur, c'est la condition essentielle à la formation politique.* Pour faire de la formation politique, il n'est même pas nécessaire d'employer le mot "politique", ce qui est important, c'est qu'ils découvrent toutes les dimensions ou toutes les causes de leur exploitation.

Ce type de formation n'est malheureusement pas suffisamment articulé dans le mouvement. A part quelques conseils centraux et certaines fédérations, la formation syndicale dépasse rarement le niveau élémentaire du rôle des officiers, de la procédure et des structures du mouvement. Des outils devraient être bâtis et un effort devra être fait un peu partout dans le sens d'une vraie formation politique.

Des consommateurs de services

Vis-à-vis le Service d'éducation comme vis-à-vis la plupart des autres services généraux du mouvement, nos membres sont devenus des consommateurs de services. Est-il trop tôt pour parler d'un syndicalisme de consommation? Est-ce qu'on vend la CSN aux nouveaux membres comme un nouveau produit à consommer? Ces services *dont ils dépen-*

dent, leur rendent-ils vraiment service? Et l'autonomie des syndicats? Avant de faire disparaître des services, d'en créer des nouveaux ou d'en fusionner d'autres, ne serait-il pas opportun de s'interroger sur la notion même des services à la CSN?

Si on en juge par le genre de demandes que nous recevons au Service d'éducation, nous pouvons nous interroger sérieusement sur la façon dont les membres nous perçoivent comme Service.

Les exigences de la vie du mouvement

Quand on essaie de faire une évaluation des fruits de la formation à la CSN, il faut, d'une part, analyser l'action de formation proprement dite et, d'autre part, situer cette action dans le contexte de tout le mouvement. Il faut ajouter que la vie du mouvement dans son ensemble peut tuer ou annihiler l'effort de formation. Nous ne donnerons ici que quelques exemples.

1 — NOMBRE DE RÉUNIONS

C'est effarant de constater le nombre de réunions qu'il peut y avoir dans un mouvement comme le nôtre. Il y en a des milliers. Si chacune de ces réunions conduisait à une petite action collective, la société québécoise toute entière serait changée. Trop souvent l'action d'une réunion conduit à une autre réunion un peu comme une roue qui tourne dans le vide et qui n'avance pas. Ces réunions vides d'action et pleines de mots à tous les échelons du mouvement développent des adeptes ou des abonnés de réunions et, par conséquent, ankylosent les gens qui pourraient agir. De plus, tout le monde qui se réunit se plaint de la "non-participation". On dit: "les gens trouvent ça platte", "ils sont pas intéressés", etc... On veut que les travailleurs participent à une patente qui a été usurpée par une petite "gang". "Le mouvement ne nous appartient plus" affirment-ils! Quand un exécutif se demande "pourquoi les travailleurs ne participent-ils pas à notre patente", pourquoi ce même exécutif ne se demanderait-il pas en même temps "qu'est-ce qu'on fait, nous, pour participer à la vie des travailleurs?" On est tellement pleins des "affaires" du mouvement, qu'il n'y a plus de place pour les vraies "affaires" des travailleurs. Ça, c'est un obstacle à la formation.

2 — DISPROPORTION DES MOYENS

Les différentes instances du mouvement, que ce soit la CSN, les conseils centraux ou les fédérations, disposent de moyens très disparates et disproportionnés les uns par rapport aux autres. Certains ont beaucoup de permanents, d'autres en ont peu; certains ont beaucoup d'argent, d'autres en ont peu. Au niveau des services généraux de la CSN, c'est la même chose. Par exemple, la FAS dispose d'un budget pour la formation trois fois supérieur à celui de la CSN; la FAS défraie le coût de ses participants à des sessions de formation d'une semaine, tandis que la CSN peut à peine défrayer la location des salles pour les sessions de fins de semaine dans les conseils centraux. Ça c'est un obstacle à la formation.

3 — MYTHE DU "GROS GARS"

Dans les syndicats où il y a un agent de griefs libéré, le gars important c'est lui. Parce que c'est de lui que dépend la solution des problèmes individuels des travailleurs de l'entreprise. Ailleurs, c'est le président. Consciemment ou inconsciemment, on entretient un mythe autour du gros gars. Nous dénonçons ce système car il est anti-syndical. Il empêche *l'union des travailleurs* pour la solution de leurs problèmes. Il fait le jeu du système capitaliste en entretenant l'individualisation des problèmes donc le morcellement et la division. Les travailleurs, en plus d'être dépendants d'un boss qui les exploite, peuvent aussi être dépendants d'un technicien, d'un agent de griefs ou d'un président de syndicat. Cette situation peut s'appliquer aussi au niveau des conseils centraux, des fédérations et même de la CSN. On a malheureusement trop de gens qui "ont des réponses à tout" et pas assez de gens à l'écoute de la vie ouvrière et soucieux de rendre collectif ce qui est apparemment individuel. Ça c'est un obstacle à la formation.

4 — ETEINDRE DES FEUX...

Un peu partout dans le mouvement, les permanents, les officiers et les principaux militants sont surchargés de travail et de réunions. Quand un événement ou une activité importante surgit, c'est encore sur eux que ça retombe en premier. Les conséquences de cette situation forment beaucoup d'activistes qui n'ont plus le temps de réfléchir, des gens plus "pognés" par la structure que par la cause qu'ils défendent.

C'est une sorte de cercle vicieux qui fait en sorte qu'on fait des activités sans aucune priorité ni aucun programme parce qu'il faut éteindre des feux. Plus on éteint des feux, plus il y en a à éteindre et moins on a le temps d'en déterminer la cause. Ça aussi c'est un obstacle à la formation.

5 — ORIENTATION DU MOUVEMENT

Trop de personnes disent que la CSN est sur-orientée; nous affirmons le contraire: *la CSN est sous-orientée*. Il est urgent que l'orientation actuelle soit précisée et articulée dans et à partir de l'action des syndicats à la base. Cette définition plus claire de l'orientation de la CSN nous amènera à repenser en même temps le style de syndicalisme à promouvoir; la sorte de militants à former ainsi que le contenu d'une programmation de formation pour ces militants.

En guise de conclusion

Toutes les questions que nous avons posées dans cette présente évaluation témoignent de notre volonté de former véritablement des militants syndicaux autonomes et solidaires capables de prendre en mains une action militante qui transformera, en profondeur, la société. Cette partie du rapport pourra apparaître à certains un peu pessimiste, mais le bilan des activités et le programme à venir démontrent sans équivoque notre grand optimisme et la confiance que nous avons dans l'unique instrument valable pour la libération des travailleurs qu'est la CSN.

Éducation populaire et action politique

Julio FERNANDEZ

Julio Fernandez est originaire du Chili. Professeur d'éducation, il travaille actuellement à la recherche au Service de l'Éducation permanente de l'Université de Montréal.

L'éducation dite "populaire" en Amérique latine

Pour comprendre ce qu'est l'éducation populaire en Amérique latine, il faut avant tout essayer de préciser ce qu'on entend. Un premier élément pour comprendre l'éducation populaire, c'est le groupe social auquel elle s'adresse et dans lequel elle prend sa source. C'est une éducation qui touche principalement le "peuple".

Le concept de "peuple", en Amérique latine, recouvre un secteur plus ou moins défini de la société. Appartiennent au peuple: les ouvriers, les paysans, les indigènes, les pauvres en général. C'est donc au prolétariat et au sous-prolétariat que s'adresse l'éducation populaire. Elle se fait principalement à l'extérieur des cadres institutionnels classiques, ceux du système scolaire; ce sont souvent des actions réalisées à l'intérieur des organisations populaires qui la constituent.

L'exploitation, source de l'Éducation populaire

Les expériences en éducation populaire, d'une manière ou d'une autre, partent du peuple et de sa problématique. En Amérique latine, les problèmes du "peuple" sont définis en termes assez connus et couramment employés: on parle de domination, d'exploitation d'un groupe

majoritaire par une bourgeoisie numériquement minoritaire. On parle aussi des paysans "immigrants" qui vivent autour des grandes villes dans des conditions aberrantes; il s'agit des bidonvilles où la misère, l'ignorance, le chômage, la maladie parlent d'un système politique et social injuste.

Les "problèmes" que nous venons de mentionner forment l'essentiel du diagnostic qui sert de point de départ à la plupart des expériences d'éducation populaire; ils sont tous des indicateurs d'un continent exploité. Cette perception commune de certains faits donne aussi une orientation commune à ces expériences: leur orientation "populaire". Toutes, d'une manière ou d'une autre, démontrent une conscience des problèmes du "peuple" et posent leur action comme un instrument d'intervention positive.

Une réponse aux problèmes du peuple

Dès que les actions d'éducation populaire se développent dans les quartiers pauvres, les usines ou les campagnes, et qu'elles essaient d'apporter des réponses aux problèmes du peuple, elles sont confrontées à des problèmes d'ordre politique. L'éducation populaire peut difficilement cacher son caractère d'instrument d'action au niveau politique.

Elle touche de près la politique pour deux raisons fondamentales. En premier elle est apparue comme réponse aux problèmes sociaux du continent. Et comme la réalisation concrète de l'éducation populaire se fait par un contact direct avec le prolétariat et le sous-prolétariat, elle est détachée de tout cadre institutionnel lié au système politique.

Cette approche de la réalité a permis à des praticiens de l'éducation populaire d'étudier et de mettre en évidence les contradictions du système économique et social. Confrontés directement aux causes des problèmes des ouvriers, des paysans et des pauvres en général, les éducateurs populaires sont obligés de chercher des réponses cohérentes et un cadre d'analyse capable de rendre compte de la situation vécue par chacun. Dès le début de leur action, et jusqu'au moment de subir la répression, les éducateurs populaires avaient inscrit leur action à l'intérieur d'un cadre idéologique déterminé et lui avaient donné une dimension politique concrète. Cette situation permet de parler de courants idéologico-politiques dans l'éducation populaire en Amérique latine.

Avant de parler de ces courants, nous allons donner un exemple, celui du contrôle des prix par le peuple.

UN CAS: le contrôle populaire des prix

La réalisation de l'action politique peut être assez différente dans des conditions, des pays et des problèmes différents. Si on prend un cas concret, on risque de généraliser dangereusement. Nous allons cependant essayer de montrer la projection politique de l'éducation populaire à partir d'un cas.

Une des mesures qui eut des répercussions importantes dans les milieux populaires, mesure introduite par le gouvernement de l'Unité Populaire au Chili avec Allende, fut le contrôle populaire de la distribution et de la commercialisation des denrées. On avait présenté, à l'époque, un projet de loi qui permettait l'organisation de noyaux, au niveau des quartiers, qui auraient le pouvoir et la tâche de contrôler la commercialisation des produits alimentaires surtout.

L'établissement et le fonctionnement de ces noyaux impliquait, naturellement, des problèmes politiques divers. Il y avait d'abord l'opposition des marchands, des grandes chaînes et des petits commerçants, qui s'exprimait soit par le biais des partis politiques qui avaient pris leur défense, soit par des actions directes menées par les commerçants eux-mêmes. Cela permettait de mobiliser une partie de la population qui était contre les mesures du gouvernement.

En deuxième lieu, l'application de semblables mesures de contrôle signifiait deux choses. Elle allait dévoiler les mécanismes de contrôle des prix et de l'économie qui était exercé par les petits groupes d'entrepreneurs dans le domaine de l'alimentation. Elle allait également mobiliser et conscientiser la masse.

L'action des éducateurs populaires a eu, dans ce cas-ci, deux volets complémentaires. C'était d'abord la transmission de l'information nécessaire pour que les habitants du quartier prennent conscience du problème de la consommation des aliments, des causes structurelles de l'inflation, de l'intervention des compagnies dans la hausse des prix, de la valeur et de la portée des mesures politiques et économiques promues par le gouvernement. L'action éducative, à ce niveau, consistait à fournir les éléments de jugement nécessaires à la compréhension du pro-

cessus de changement social qui était en train de se dérouler. Elle contrecarrait ainsi la contre-information et l'opposition des partis politiques et des groupes financiers qui luttèrent pour empêcher l'établissement d'une organisation populaire de contrôle.

Un deuxième volet fut la mobilisation et l'organisation populaire. Il ne suffisait pas d'informer les habitants du quartier sur les mesures économiques et politiques que le gouvernement mettait en place. Il fallait aussi créer des structures de participation populaire pour prendre la défense de ces mesures gouvernementales et mettre sur pied les noyaux nécessaires pour assurer le contrôle des prix.

Une part importante de ces efforts d'information et d'organisation se fit par les partis politiques. C'était à l'intérieur des partis politiques que les mesures d'ordre pratique étaient prises. Leurs militants menaient une action coordonnée à tous les niveaux autour de ce problème.

Des situations comme celle que l'on vient de décrire sont un peu un "type" et relèvent de conditions politiques assez spéciales. Il s'agit de situations radicales où les différents pouvoirs politiques sont mis à nu, sans déguisement. Dans des situations de "violence institutionnelle" (comme sont les situations d'injustice évidente) où la radicalisation d'une majorité est empêchée par tous les moyens; dans des situations historiques où la bourgeoisie et ses alliés détiennent le pouvoir sous le couvert d'un certain jeu démocratique...; dans des situations semblables on observe différents courants dans les actions éducatives pour le peuple. Ces courants, on peut les déceler principalement par le projet politique des réponses données aux problèmes du peuple au niveau de l'éducation.

Deux courants idéologico-politiques dans l'éducation populaire

Nous allons essayer de présenter les deux courants qui, en gros, marquent la pratique de l'éducation populaire à travers le continent ces derniers temps. Deux courants qui sont souvent apparentés au niveau du discours, mais qui sont irréconciliables au niveau de leurs objectifs et de leurs buts. Nous parlerons de courants "récupérateurs" et de courants "révolutionnaires". Cette appellation correspond à la position conceptionnelle et pratique que chacun de ces courants a pris, face au système social existant en Amérique latine.

1 — Les courants "récupérateurs"

Trouvant leur origine dans le diagnostic de la situation d'exploitation et de domination que nous avons signalée plus haut, plusieurs expériences destinées "au peuple" envisagent la problématique populaire d'un point de vue "accommodateur" par rapport au système en place. Quand nous parlons du "système en place", nous nous référons au capitalisme au sens large. La perception et l'interprétation des contradictions du système capitaliste sont abordées timidement, comme un "sous-développement", sans remise en question sérieuse du système. Son cadre d'analyse est moderne et actuel dans le sens qu'on a incorporé aux postulats du capitalisme un langage et une façade d'analyse dialectique. Il travaille surtout dans les milieux les plus défavorisés et les moins susceptibles de s'organiser en une force assez importante pour intervenir massivement au niveau politique.

Dans ce cadre, "l'éducation populaire" prend un caractère d'agent externe, de "promoteur organisationnel". Ce développement a comme point de départ l'"homme", l'individu même et naturellement reste plutôt au niveau individuel. Le développement "collectif" est conçu comme le résultat des épanouissements personnels. En pratique, les réalisations éducatives de ce courant s'insèrent parfaitement dans les plans des gouvernements, financés qu'ils sont pas des organismes internationaux (UNESCO), lesquels se soumettent aux conditions de ces mêmes gouvernements. Aussi, même si l'on dit viser la "liberté", le "développement intégral" de l'homme, la "création d'un homme nouveau" etc., on ne fait rien d'autre que d'intégrer les marginaux au système social. On ne pense qu'en fonction de leur donner les moyens de s'organiser et les conditions économiques qui leur permettent de vivre mieux dans le système actuel. En réalité, on fournit de la main-d'œuvre plus qualifiée au système de production capitaliste.

2 — Les courants révolutionnaires

Presque en même temps que se sont développées les actions éducatives "récupératrices", d'autres formes d'éducation sont apparues qu'on n'a pas encore décrites précisément ni étudiées du point de vue de l'éducation populaire. Nous voulons parler des actions menées par les organisations populaires, c'est-à-dire les organisations créées par le prolétariat et qui poursuivent des objectifs à caractère politique traduites soit dans une action politique à proprement parler, ou dans des

actions en milieu syndical. Nous nous référons à l'action éducative des partis politiques populaires surtout, (y compris les "mouvements" qui n'ont pas présentement ou n'ont pas eu une organisation de parti) et les syndicats ouvriers.

L'analyse extérieure de l'action de ces organismes populaires laisse entrevoir une activité éducative très dense, à caractère multiple. Cependant, il n'existe, et assurément, n'existera pas de déclaration ou de textes écrits permettant d'étudier en détail la partie éducative ou pédagogique de l'action politique d'un parti ou d'un mouvement en particulier. Cette situation est facile à expliquer. L'action éducative s'insère à l'intérieur des tâches du parti et trouve un lieu privilégié dans les tâches "d'agitation populaire" menées par les activités, ou dans des actions gardées secrètes comme il y en a souvent dans l'action partisane. Malgré cela, et sans aller jusqu'à identifier les partis ou les leaders, nous essayerons d'esquisser quelques caractéristiques de cette action politique, vue d'un point de vue éducatif.

C'est un peu la même chose qui se produit dans les organisations syndicales. Les rares textes écrits portent surtout sur l'information technique nécessaire pour faire connaître la valeur et l'utilité du syndicat, ou se limite à un historique du syndicalisme et de la création des unions latino-américaines.

Le diagnostic qui sert de point de départ à l'action éducative des organisations populaires est le même que celui utilisé par les courants de type récupérateur. Cependant il faut insister sur le fait que cette constatation a une force vitale bien supérieure dans les organisations, dans la mesure où leurs effectifs sont d'origine populaire; non seulement savent-ils ce qu'est la misère, la pauvreté ou la marginalité mais ils la vivent quotidiennement comme leurs ancêtres l'ont vécue avant eux.

L'éducation populaire, dans ces cas, naît et se développe parallèlement aux organisations, à la fois comme processus fondamental et comme conséquence. Comme processus, dans la mesure où l'action partisane va s'organisant et se réclame d'une même orientation théorique et pratique. Comme conséquence, dans la mesure où les organismes croissent et se développent en comptant sur une base de militants préparés et prêts à l'action.

L'analyse dialectique de la réalité latino-américaine permet de découvrir les contradictions de la société capitaliste et les tensions que

le capitalisme essaie continuellement d'atténuer et de diluer. Du point de vue éducatif, l'action pédagogique "révolutionnaire" s'oriente vers l'approfondissement de ces contradictions, vers l'aggravement du conflit. Les courants "récupérateurs" de leur côté, orientent leur action vers la neutralisation des points de conflit grâce à un travail de promotion et d'adaptation sociale.

L'*organisation* politique est un but sans cesse poursuivi par les courants révolutionnaires. Elle est considérée comme la première étape tactique qui ouvre la voie aux objectifs stratégiques que sont la conquête du pouvoir et le changement total du système social et politique. Si on l'examine du point de vue éducatif, on constate que cette organisation du prolétariat est le premier objectif que se fixèrent les fondateurs des partis politiques de tendance marxiste. C'est en même temps que cette organisation politique que sont apparus les syndicats (qui eux, n'étaient pas toujours inspirés par cette même idéologie), et, depuis la fin de la première guerre mondiale, les organisations syndicales. Ces deux genres d'organismes poursuivent des objectifs communs en ce qui a trait à l'organisation du prolétariat, ou pour être plus exact, à l'organisation des forces ouvrières.

La valorisation et l'acceptation de l'organisation suppose un agent catalyseur qui ait la force suffisante pour, d'une part, éveiller l'intérêt et d'autre part situer correctement l'organisation en tant qu'instrument, par rapport aux fins poursuivies. Cette action est une *action pédagogique de découverte*; elle a été la tâche des premiers leaders ouvriers du début du siècle en différents endroits du continent latino-américain. Par la suite, ils se multiplièrent et prirent le caractère d'activistes politiques ou d'organisateur syndicaux.

Les militants

L'action des militants ouvriers devenus "activistes" produit dans les masses deux effets que nous pourrions qualifier de pédagogiques. Premièrement, il y a une modification d'attitudes suite à une prise de conscience personnelle et collective de certains phénomènes sociaux et qui est le produit de la compréhension d'une analyse sociale bien précise. Deuxièmement, cette transformation des attitudes (qui se traduit aussi par un changement dans le comportement et une transformation au niveau psychologique dans la mesure où elle offre une

nouvelle perspective sociale valorisante pour l'individu) est accompagnée de la transmission d'une information sociologique, économique, etc. Cette action pédagogique de caractère populaire est totalement déscolarisée et détachée de tout cadre institutionnel. C'est une action lente et patiente dont l'effet ne peut être perçu qu'après plusieurs années.

Il n'y a pas de systématisation possible de cette forme d'éducation populaire qui a lieu dans les quartiers, les usines, à la campagne, dans les mines. Il n'y a ni salles de classe, ni programmes de cours, ni diplômes, et les professeurs sont souvent le peuple lui-même. Cette éducation est un processus continu de connaissance et d'action qui, loin du langage stéréotypé des intellectuels, fait se rencontrer la théorie et la pratique.

CONCLUSION

Nous avons examiné de façon rapide et superficielle le rapprochement évident et nécessaire entre l'éducation populaire et le travail politique. Nous voulions montrer la difficulté de concevoir et de réaliser un véritable travail d'éducation populaire, définie comme une réponse aux problèmes du "peuple", si l'on oublie les véritables causes de ces problèmes. Les causes de la misère, du manque d'éducation, des inégalités, de l'injustice en Amérique latine, il faut les chercher dans le système économique, qui permet l'exploitation du faible par le plus puissant; dans le système social, qui accepte l'existence de classes privilégiées et défavorisées; dans le système politique, qui permet à une classe de dominer une autre et d'utiliser le travail de cette dernière à ses propres fins; dans le système de relations internationales, où se retrouvent les mêmes schèmes de relations que dans chacun des pays: exploitation, domination, etc.

Si l'on veut répondre aux problèmes du peuple par l'éducation populaire, il faut y répondre politiquement, parce que ses problèmes sont politiques.

Les objectifs éducationnels les plus importants qu'on peut assigner à l'éducation populaire en tant qu'action politique sont: l'organisation du peuple en organisations populaires capables de mener une véritable activité politique et d'encourager les ouvriers, paysans, citoyens à s'engager pour la promotion de leurs véritables intérêts. Sans une organisation qui assure la permanence dans les luttes communes à plusieurs

groupes, et qui intègre au fur et à mesure les étapes tactiques à un objectif stratégique, l'éducation populaire travaille à vide, son action se perd comme du sel dans l'eau.

Le travail pédagogique par excellence est celui réalisé par les militants politiques qui allient constamment théorie et pratique dans le règlement de leurs problèmes. Ils donnent, par là, une cohérence à l'organisation d'actions isolées et empêchent qu'elles demeurent au niveau d'actions spontanées sans valeur politique à long terme.

Finalement, il faut encore le répéter, l'éducation en tant que telle n'a pas de contenu politique propre. Elle est l'instrument qui permet d'atteindre les objectifs d'un projet politique.

L'éducation n'a donc pas d'idéologie propre, mais ne peut non plus se passer d'une idéologie. Elle se concrétise dans un cadre idéologique qui lui donne une cohérence interne. Ainsi donc, si l'on ne fait référence au projet politique qu'elle sert et à l'idéologie qu'elle véhicule, tout discours sur l'éducation populaire devient un effort désincarné, sans signification réelle.

À UN AMI

Veillez envoyer **gratuitement** un exemplaire de Dossiers "Vie ouvrière" à la personne suivante:

Nom:

Adresse:

.....

De la part de:

Nom:

Adresse:

.....

**Dossier "Vie ouvrière",
1201 rue Visitation, Montréal, H2L 3B5**

Jésus-Christ, éducateur du peuple nouveau

Paul-Emile CHARLAND

“Quand vint la plénitude du temps, Dieu envoya son Fils, né d'une femme, né sujet de la loi, afin de racheter les sujets de la loi, afin de nous conférer l'adoption filiale” (Galates 4, 4)

A la fin de ce dossier sur l'Education populaire, nous ne sommes pas sans nous poser la question: *“Quels liens le projet de l'éducation populaire a-t-il avec l'Évangile?”* — Nous voyons entre les deux, une convergence évidente: ils ont tous deux le même objectif, celui de faire passer le peuple “de la servitude à la liberté”.

On a déjà écrit plusieurs livres sur la “pédagogie” de Jésus, à l'usage des éducateurs. Il ne s'agit pas ici de rechercher des recettes ou des méthodes, malgré que nous aurions beaucoup à apprendre de lui au sujet de l'éducation populaire. Nous voudrions plutôt tenter de voir Jésus comme l'éducateur du “peuple nouveau” et chercher à découvrir l'*objectif* qu'il poursuit et les *stratégies* qu'il emploie. Il est plutôt rare que nous regardions Jésus comme un éducateur; c'est plutôt la figure du Sauveur et du Messie qui nous est familière. Les expériences de l'Education populaire nous invitent à relire l'Évangile sous un angle nouveau: celui de la libération par l'éducation populaire.

Jésus et le peuple nouveau: son objectif

Non seulement Jésus est le nouveau Moïse, choisi pour délivrer le peuple du joug de l'esclavage; il se situe également dans la lignée des grands prophètes, chargés de faire l'éducation à la liberté dans un peuple constamment tenté de retomber dans la servitude.

C'est sous la forme de la tentation d'idolâtrie que se manifeste ce retour à l'esclavage. Un idole réduit toujours en servitude ses adora-

teurs: un dieu "fait de mains d'hommes" est le plus tyrannique des maîtres. Le peuple nouveau, c'est un peuple libéré des idoles.

Le rôle que les prophètes ont joué fut d'abord un rôle d'éducateurs populaires. Quand on suit de près la façon dont ils ont lutté pour délivrer la conscience populaire de l'emprise des idoles, de la domination de la mentalité "magique", pour les faire émerger à la conscience "responsable", par la révélation du vrai Dieu, on peut mesurer toute la dimension humaine de leurs interventions.

Les prophètes ont annoncé Jésus Christ: c'est dans leur sillage et dans leur lignée qu'il se situe. La dernière servitude, c'est lui qui nous en libère: la servitude de la Loi. Faire passer le peuple de Dieu, du régime de la Loi à celui de l'Amour: tel fut l'objectif que saint Paul a découvert dans l'Evangile de Jésus. C'est une éducation permanente, une entreprise qui n'est jamais terminée; parce qu'il est toujours plus sécurisant de vivre sous la dictée de la loi que sous le souffle de l'Esprit.

De la Loi à l'Esprit: les stratégies

Il peut sembler irrespectueux de parler de stratégie au sujet de Jésus. Il y en a pourtant, dans l'Evangile. — Jésus privilégie les petits, les pauvres, les "pêcheurs", parce qu'ils sont les plus près des secrets du Royaume. Ils ne sont pas embourbés dans les savantes complications de la Loi que font peser sur eux les autorités religieuses. C'est à travers les réalités de la vie quotidienne (la fidélité d'un époux, la tendresse d'un père, le désintéressement d'un étranger...) qu'ils découvrent les exigences fondamentales de l'Amour.

L'ennemi est identifié: ce sont les scribes et les pharisiens hypocrites. Jésus cherche à démasquer la mentalité qu'ils véhiculent: une nouvelle forme d'idolâtrie et de domination. L'acte libérateur, c'est la révélation du vrai visage de Dieu qui est amour. Jésus s'y engagera non seulement en paroles, mais en actes. Son combat, son affrontement contre les idoles de son temps (la domination religieuse par le truchement de la Loi, et la collusion entre la religion et la politique) entraînera sa mort. "Aimez-vous ... comme je vous ai aimés": c'est le dernier mot de l'éducation du peuple nouveau.

— Le message de l'Evangile (objectifs et stratégies) porte-t-il des dynamismes pour une véritable éducation populaire?

United Aircraft un autre pouvoir étranger

United Aircraft, située sur la Rive-Sud, est une usine multinationale produisant des moteurs d'avion. Depuis le 7 janvier 1974, les 2600 travailleurs, dont 2300 sont syndiqués, font la grève.

Ces travailleurs font face à une compagnie dont le chiffre d'affaires pour 1973 s'élève à 3 milliards de dollars pour des profits nets de 100 millions de dollars. De plus, depuis 5 ans, le gouvernement fédéral du Canada lui a octroyé la somme de 80 millions de dollars en subventions et lui a donné des contrats pour un montant de 220 millions de dollars environ.

Que demandent les travailleurs?

Il y a six points majeurs sur lesquels la compagnie ne veut pas négocier:

- 1 — une augmentation uniforme de salaire au lieu d'une augmentation au pourcentage (ce qui aurait comme avantage de moins diviser les travailleurs au plan salarial);
- 2 — une indexation des salaires selon le coût de la vie;
- 3 — un horaire de travail fixé par la convention collective et modifiable selon entente entre la compagnie et le syndicat;
- 4 — le travail supplémentaire volontaire;
- 5 — la sécurité syndicale selon la formule Rand (que tous les travailleurs soient obligés d'appartenir au syndicat);
- 6 — la réintégration d'un membre du comité de négociation qui est actuellement congédié.

Déjà, les travailleurs syndiqués ont accepté des clauses en-dessous des contrats existants dans les autres entreprises aérospatiales et ne peuvent se permettre de faire des concessions sur ces points.

L'attitude de la Compagnie

Selon les dire du négociateur syndical, la Compagnie ne justifie en rien son arrogance, elle refuse tout simplement de perdre: c'est une question de principe. D'ailleurs, cette Compagnie est reconnue pour briser les travailleurs lors de grèves.

Actuellement, elle utilise le "scabpage" par l'intérieur, i.e. qu'elle fait travailler les cadres, les techniciens, les ingénieurs, les employés de bureau pour sortir une certaine production.

Ceci entraîne un esclavage de la part de ces employés qui doivent travailler à la production sous peine de renvoi, ce qui est dangereux pour ces employés qui font des travaux pour lesquels ils ne sont pas compétents; d'autant plus que ce n'est pas sans affecter la qualité du produit fabriqué.

Sur ce dernier point, la Corporation des ingénieurs a dénoncé le fait que les ingénieurs étaient appelés à exercer des travaux pour lesquels ils n'étaient pas compétents et se dissociaient des conséquences que cela pourrait occasionner.

La grève s'annonce encore longue, vue la détermination des travailleurs à obtenir un contrôle plus grand sur leurs forces de production, et surtout à cause de l'intransigeance de cette multinationale qui refuse d'accorder ce que d'autres travailleurs ont déjà dans des entreprises semblables ailleurs au Canada et aux États-Unis.

Le courrier des lecteurs

Québec, le 18 février 1974.

Cher ami,¹

Je viens de terminer la lecture de l'article que vous avez écrit dans la revue *Prêtres et laïcs* de décembre '73, avec collaboration des abbés Dansereau et Pépin. Deux choses me restent comme toutes premières et spontanées impressions. D'abord le sérieux du travail qui a été accompli; il y a là une

recherche pastorale concrète avec des gens concrets, des mentalités différentes bien identifiables et des conceptions du ministère presque opposées (ce dernier point me frappe; je viens de participer à une session sur les ministères, session animée par Hervé Legrand, o.p.). Tout cela était en présence... ou parfois en absence dans notre recherche et votre article l'évoque très clairement.

En second lieu et je vous en remercie, vous et vos deux confrères, je suis édifié au sens constructif, par la sérénité et l'espérance qui me paraissent se dégager de votre texte.

Je vous redis mon amitié et ma foi en l'avenir, malgré tout.

Très sincèrement,

Richard Guimond, o.p.

-
- (1) Cette lettre est adressée à l'abbé Gérard Bouchard, ex-curé de Saint-Jacques, qui a signé l'article intitulé: "L'avortement d'un nouveau Saint-Jacques", dans notre numéro de décembre. L'opinion qu'elle exprime est généralement partagée par ceux qui nous ont fait part de leur appréciation; c'est pourquoi nous la publions. Le Père Guimond, o.p., qui la signe est aumônier-responsable de la Communauté chrétienne de l'Université Laval.

La revue

Un ancien militant

Je vous écris quelques mots d'appréciation de **Dossiers "Vie ouvrière"**. C'est grâce à Québec-Presse que j'ai accepté de m'abonner. Voici quelques articles qui m'ont le plus impressionné dans le numéro de janvier (81). (...) Comment s'engager si l'Eglise n'est pas un signe efficace d'espérance et de libération?

Je dois vous avouer sincèrement que j'ai pris mes distances vis-à-vis l'Eglise. Elle a pris trop de temps à me récupérer. Mais je suis resté militant, je sème; je sais qu'il y aura une récolte, je serais heureux de la voir de mon vivant, mais je ne me fais pas d'illusion parce que pour moi Dieu c'est "vivre", comme disait saint Paul.

Comment pouvez-vous lancer des messages, des opinions dans les journaux... vous compromettre? Ramassez vos forces pour une action collective: entre eux, par eux, pour eux. Il y a 35 ans, je crois, que la L.O.C. a pris naissance: ci-inclus je vous envoie la 2ème journée d'étude (avril 1940). Je ne sais pas si vous avez déjà vu d'autre document comme le journal "Front ouvrier"?

Je demeure votre ami sincère,

Jean St-Cyr
Montréal

Recensions

Avec l'A.C.O., religieuses en classe ouvrière. Brochure de 130 pages, Secrétariat National de l'A.C.O., 7, rue Paul Lelong, 75002 Paris.

Elle se propose, par son contenu, de poser des jalons pour prolonger la recherche entre laïcs et Religieuses, vivant une véritable insertion dans la classe ouvrière. La plaquette exprime aussi leurs interrogations sur la découverte de Jésus-Christ avec les autres croyants. On retrouve ensuite le sens de leur vie consacrée au service de la Révélation de Jésus-Christ. On perçoit comment dans le contexte de la lutte des classes, elles participent à leur manière à la libération collective de la classe ouvrière.

La brochure "Avec l'A.C.O., religieuses en classe ouvrière" est réellement un document précieux pour éclairer et poursuivre la collaboration entre militants ouvriers et Religieuses.

Travail, amour, politique. Lecture chrétienne de l'existence. Par Joseph Thomas, s.j., et Pierre Griole. Aux Editions Mame, 1973, 232 pages.

Nous ne pouvons pas nous laisser abuser plus longtemps. La foi est aujourd'hui en question. Elle l'est chez les prêtres, chez les laïcs, chez les religieux. La crise que connaît la vie religieuse est l'un des signes de la profondeur de cet ébranlement. Autrefois l'engagement religieux s'enracinait dans un réseau d'institutions, de représentations, de modèles qui ont perdu à peu près toute crédibilité.

Il faut inventer un nouveau style de vie résolument évangélique. Mais il faut pour cela que la foi redescende, du ciel imaginaire de l'espace religieux, sur la terre bien réelle de l'espace humain. Et c'est là que l'expérience spirituelle de l'Eglise peut devenir parlante. Ce livre veut tenter de faire une lecture chrétienne de l'existence.

Jésus? De l'histoire à la foi. En collaboration. Editions Fides. 9^e volume de la collection "Héritage et projet", 1974, 220 pages.

Le lecteur non spécialiste trouvera dans ces pages une information solide qui le renseignera sur des aspects importants de la recherche actuelle sur Jésus-Christ, sans pour autant qu'il soit exigé de lui une connaissance approfondie de l'exégèse.

Clartés sur la voie montante. Pierre Cribier, aux Editions Saint-Paul.

Parole de Dieu et Pères de l'Eglise. Aux sources de la vie religieuse. Michel-Dominique Epagneul, aux Editions Saint-Paul.

1909-1972

ACME VACUUM Cie Ltée

MAISON CANADIENNE-FRANÇAISE
DIRIGÉE PAR
MONSIEUR ROLAND SALMAN, PRÉS.

Centrales de nettoyage par le vide
et aspirateurs portatifs pour
Eglise — Ecoles — Centres Récréatifs — Hôpitaux

9875, rue CLARK, MONTREAL 357 Tél.: 388-5721

Hommages



Rimouski, Qué.

Tél.: 723-1212

Casavant Frères

LIMITÉE

St-Hyacinthe, Qué.

Facteur d'orgues et d'ameublements spécialisés

Cette maison fondée en 1880 est aujourd'hui l'une des
plus importante au monde, dans ce genre d'industrie.

C'EST PAS TOUS LES JOURS DIMANCHE

une émission d'information populaire
de 9 heures à midi
à **CBF 690**

PREMIÈRE HEURE

Chansons, musique
Météo avec Alcide Ouellet
Revue des journaux du matin
Nouvelles du sport

DEUXIÈME HEURE

La météo
Une entrevue qui intéresse le monde de la
consommation

TROISIÈME HEURE

Un grand reportage dans le monde du
travail

C'EST PAS TOUS LES JOURS DIMANCHE

La grande émission du dimanche matin
à **CBF 690**
RADIO-CANADA



STEINBERG

Au service de la famille canadienne depuis 1917



OVERNITE EXPRESS LIMITED

Ottawa — Hull: 777-4301

Montréal — Toronto — Hamilton — Hawkesbury — Buckingham

— St-Jérôme — Maniwaki — Shawville — Pembroke

"LARGE OR SMALL WE HAUL IT ALL"

SYLVA BERGERON, *Prés.-fondateur*

Institut de Culture Personnelle du Québec Inc.

Cours: Initiation Relations Humaines

(Personnalité)

Bureau: 242 rue Lafayette, Ville de Laval

Tél.: 669-5357

LE SALON DE BEAUTÉ POUR L'AUTO



G. LEBEAU Ltée

5940, rue Papineau
Montréal, Tél.: 273-8861

400 St-Vallier, Est
Québec, Tél.: 522-6816

1690, boul Labelle
Chomedey, Tél.: 688-2751

6270, Upper Lachine
Montréal, Tél.: 489-8221

405 ouest, Curé Poirier
Jacques-Cartier, Tél.: 677-9136

Toits — Housses — Nettoyage intérieur — Rembourage — Vitres

F.-X. DROLET INC.

Atelier de mécanique et fonderie

QUÉBEC, 245, rue Du Pont Spécialité: ascenseurs
MONTRÉAL, 2111, boul. Henri-Bourassa est

Tél.: 522-5262

Tél.: 389-2258

Dossiers de Vie ouvrière

- 1969 — (31) Le courage des options
(32) Contester quoi?
(33) Où va la famille?
(34) Vers plus d'humanité
(35) Mass-media et options pastorales
(36) Les jeunes travailleurs et leurs temps libres
(37) Le chrétien dans la ville
(38) Le prêtre, aujourd'hui et demain
(39) La parole est aux laïcs
(40) Animation sociale à Hull
- 1970 — (41) Les nouveaux pouvoirs
(42) Pour une politique familiale
(43) Libération
(44) Une Eglise en recherche
(45) L'Eglise du monde ouvrier
(46) Ré-aménagement des paroisses urbaines
(47) Le journal d'un prêtre-ouvrier canadien
(48) Projets pour l'Eglise canadienne
(49) Vie et ministère des prêtres
(50) L'action libératrice
- 1971 — (51) Vingt ans de fidélité au monde ouvrier
(52) Solidaires dans le développement
(53) La famille ouvrière
(54) Le chômage, un test de vérité
(55) Foi et culture ouvrière
(56) Missionnaire en milieu urbain
(57) Le vieillard dans notre société
(58) La violence des forts et celle des faibles
(59) Le courrier de Maurice Lefebvre
(60) Le rapport Dumont et le monde ouvrier
- 1972 — (61) Quand des ouvriers vivent l'Évangile
(62) Une Eglise engagée dans un monde
qui se politise (épuisé)

- (63) Nos syndicats ouvriers et le socialisme
- (64) Pour un front commun
dans la lutte contre la pauvreté
- (65) La J.O.C., conscience ouvrière
des jeunes travailleurs
- (66) Au service de la vie conjugale
- (67) L'Eglise arrive en ville
- (68) Actualité de l'Action catholique ouvrière
- (69) Assistance sociale -vs- Solidarité ouvrière
- (70) Argent, financement et types d'Eglise
- 1973 — (71) La femme dans la vie ouvrière
- (72) La socialisation et le socialisme
- (73) De qui suis-je solidaire?
- (74) Rendre l'Ecole au monde ouvrier
- (75) Devant les échecs du mariage
- (76) Questionnement de la charité chrétienne
- (77) Pour vaincre les inégalités sociales
- (78) La santé, une question politique
- (79) Marxiste et chrétien?
- (80) Rupture et continuité dans l'Eglise (\$1.00)

Tous ces dossiers sont encore disponibles au prix de 0.75 cents chacun.

- 1974 — (81) Ces militants, qui sont-ils?
- (82) Le travail des hommes
- (83) Où va le travail humain?

Prix: \$1.00

Je désire m'abonner à Dossiers de Vie Ouvrière

pour un an, \$5.00 pour deux ans, \$9.00

Nom:

Adresse:

.....

Ci-inclus, le montant de:

Retourner à: Dossiers "Vie ouvrière", 1201 Visitation, Montréal H2L 3B5

B
E
R
N
A
R
D
I
N

MAURICE BERNARDIN
JEAN-LOUIS BERNARDIN
PIERRE BERNARDIN
RAYMOND BERNARDIN
RENÉ COUILLARD
CLAUDE AUDREN



I
N
S
U
R
A
N
C
E

FRÈRES INC. ASSURANCES •

8000 ST. DENIS MONTREAL 327 — TEL.: 384-9200

DUSTBANE

MAISON CANADIENNE

Produits et matériaux
d'entretien des édifices

2560 Dalton
Parc Colbert
Ste. Foy
QUEBEC 12, Qué.
Tél.: 651-9830

2068, 55^e Avenue
DORVAL, Qué.
Tél.: 631-4526

Service moderne d'entretien
des immeubles
Contrats à forfait

4240, Côte de Liesse
MONTREAL 306, Qué.
Tél.: 735-4161

2556 Dalton
Parc Colbert
Ste. Foy
QUEBEC 12, Qué.
Tél.: 651-9515

Pour être valable,
toute action éducative doit
tenir compte, à la fois,
de ce que l'homme est appelé à devenir
et des conditions où il vit.
C'est par une réflexion sur sa situation,
sur son environnement concret,
que l'homme devient sujet.
En répondant aux défis
que ses conditions de vie lui opposent,
l'homme crée sa culture
et fait l'histoire.

PAULO FREIRE